

# Le libertaire

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE (Fondé en 1895 par Sébastien Faure et Louise Michel)

ADMINISTRATION-RÉDACTION : 9, Rue de Bondy — PARIS 10<sup>e</sup> — Téléphone : BOTzaris 68-27 (Métro : Porte St-Martin)

**La paix ne peut être sauvée que par la victoire des travailleurs espagnols**

Tous les pacifistes bâlants autant que les bourgeois ne manqueront pas de se réjouir des accords de Rome. La Paix avec un grand P est sauve. La guerre n'a pas lieu. Chamberlain devient grand homme, il a su mener à bien ses pourparlers avec Mussolini.

A aucun moment Chamberlain n'a pensé à la paix, il n'a agi que par intérêt de classe. Les rodomontades de Mussolini n'affraient pas la perfide Albion. L'Italie est financièrement et économiquement ruinée ; le régime fasciste se lèzarde et s'écroule. La guerre en Abyssinie est bien loin d'être terminée, Mussolini s'y use comme Napoléon s'est utilisé en Espagne. Une défaite militaire des armées italiennes en Espagne amènerait la débâcle du régime fasciste. Il apparaîtrait donc normal que la France et l'Angleterre provoquent la chute de l'hystérique condottiere qui préside aux destinées de l'Italie. Elles l'auraient fait si la victoire des gouvernements espagnols ne devait pas avoir des conséquences graves pour elles.

La victoire de l'antifascisme en Espagne, c'est le prélude de la révolution prolétarienne. La disparition de Mussolini fera naître une situation révolutionnaire en Italie. De l'autre côté des Alpes, comme de l'autre côté des Pyrénées, il n'y a plus place pour une République bourgeoisie. La révolution dans ces pays aurait fatallement des répercussions en France et en Angleterre. Le grand bourgeois Chamberlain l'a parfaitement compris. En signant les accords de Rome, ce n'est pas à la sauvegarde de la paix qu'il travaille, mais à la défense du prolétariat international. Ceux qui se prétendent les guides idéologiques de la classe ouvrière, par manque de courage, ou par servilisme, lui permettent de réaliser ses desseins.

Les révolutionnaires espagnols feront, les premiers, les frais des accords de Rome. C'est avec leur sang qu'ils sont écrits. Avec un cynisme effroyable, la bourgeoisie internationale s'apprête à gagner de l'or dans leur sang.

Les accords de Rome ne sauvent pas la paix, car celle-ci ne peut pas être sauvegardée par la défaite du prolétariat. Seule la victoire de ce dernier maintiendra la paix dans le monde. Il n'est que temps que tous les militants ouvriers le comprennent et sauvent la paix en assurant la victoire des révolutionnaires espagnols. R. F.

## UNE LETTRE DE LOUZON

### Le colonialisme français est le seul fautif des massacres de Tunisie

En réponse à un article paru dans le dernier numéro du Lib, Louzon nous adresse la lettre qu'on lira plus loin. Disons que l'allusion que nous avons faite aux meurtres mussolinianes en Tunisie n'impliquait nullement une atténuation des responsabilités encourues par les impérialistes français. La politique du massacre qui a cours aux colonies et qui a été appliquée avec une violence aggravée, sous le Front populaire, est suffisante pour motiver la révolte permanente des indigènes.

Cannes, 15 avril 1938.

Je lis dans le LIBERTAIRE d'hier à propos de la Tunisie :

« ...C'est la propagande italienne, nous dit-elle. PEUT-ÊTRE ».

### Le numéro du "lib" du Premier Mai

Notre prochain numéro fera une place toute spéciale à la célébration du Premier Mai. Il sera consacré à l'action révolutionnaire des Premier mai passés, et contiendra une étude biographique des fondateurs du Syndicalisme tel Pelloutier auquel notre camarade Yvetot succéda comme secrétaire des Bourses du Travail.

Nous avons déjà reçu de nombreuses commandes et nous invitons les groupes à prendre leurs dispositions pour assurer une diffusion massive de ce numéro exceptionnel.

ADRESSEZ D'URGENCE VOS COMMANDES A SCHECK, 9, RUE DE BONDY. (Chq. postal André Scheck, Paris 487-78).

## MALGRÉ LA TRAHISON GÉNÉRALE

### L'Espagne ouvrière ne veut pas succomber

Plus que jamais : SOLIDARITÉ

Enfin, on commence à respirer dans le camp capitaliste. Cette damnée Espagne républicaine, malgré sa farouche résistance, semble bien dangereusement atteinte. Les sicaires de Franco ont pu laver dans la Méditerranée leurs mains sanglantes et séparer ainsi la Catalogne du reste de l'Espagne. Et toute la chimerie journalistique d' hurler d'enthousiasme. Il paraît que maintenant nous allons vers la fin. La Catalogne, peu à peu réduite, l'Espagne va devoir faire progressivement sa soumission. Ce n'est plus qu'une question de temps. C'est du moins ce qu'affirment les journaux. A plus ou moins brève échéance donc, à les croire, la paix va renaitre ! Quelle paix, hélas ! La paix des tombes, des centaines de milliers de tombes où sont enterrés les fils les plus vaillants de la vaillante Espagne. De l'Espagne qui lutte pour le travail et pour la liberté.

Car tous ces gens-là sont des pacifistes engagés, sachez-le. La France qui dépense 40 % de son budget dans la préparation de la guerre, est pacifiste. Intensément pacifistes aussi tous ces ouvriers et paysans français, qui par crainte des histoires que la défense de l'Espagne pouvait entraîner, eussent refusé de lever pour elle le petit doigt, mais qui hier étaient prêts — s'il l'eût fallu — à se ruer comme un seul homme aux frontières, pour défendre... l'Autriche.

Et comme l'Angleterre est pacifiste elle aussi qui vient d'autoriser l'Italie — autre nation pacifique — à achever l'Espagne ! Car au fond, c'est bien cela, n'est-ce pas, que signifient les accords Chamberlain. « Dépêchez-vous d'en finir avec l'Espagne, de manière à ce que nous puissions vous donner votre récompense : la reconnaissance légale de

l'Ethiopie, après quoi nous pourrons essayer de nous entendre aussi avec la France et l'Allemagne. »

Quatre bons larrons aux dents bien aiguisees pour qui l'Espagne, évidemment, offre un giboyeux terrain de chasse.

— A moi, les mines !  
— A toi, les banques.  
— A lui, les usines.  
— A l'autre, les îles.

Le nombre de nos petits protégés s'est augmenté.

Nous avons maintenant 300 gosses à notre colonie de Llansa. Trois cents dont les pères ont donné ou donnent encore leur sang pour la cause du prolétariat.

Nous sommes convaincus que pas un anarchiste ne refusera de se priver pour les enfants de ceux qui meurent pour notre idéal.

Mais, hélas, il ne se trouve aucun Ruy Blas pour leur crier :

— Bon appétit, messieurs !  
et interrompre leur festin.

Quelle hypocrisie ! Quelle honte ! Quelle lâcheté hypocritée, honte, lâcheté, où le prolétariat international a d'ailleurs sa large part.

Il paraît que c'est cela le pacifisme ! Le moment n'est d'ailleurs pas loin où nous verrons de dociles censeurs décrire avec des airs de dégoût, que les grands fautifs de cette horrible guerre furent les ouvriers révolutionnaires qui, au 19 juillet, eurent la solide impudence de ne pas se prosterner béatement devant Franco, et de se laisser écraser par lui, à l'instar de ces fanatiques Orientaux qui se jetaient autrefois sous le char de Djaghernat. Un de ces puissants esprits posait même tout dernièrement cette question impatiente : « Quand donc comprendra-t-on enfin que l'idée de révolution violente et de guerre civile à tendance anarchiste ou communiste coûte immédiatement contre elle les 4/5 de l'opinion mondiale ? »

— Hé, cher docteur, on le comprendra quand il n'y aura plus de Franco pour tenter de réduire par la force le prolétariat à la servitude !

Si l'on estime qu'il faut attendre le consentement de la conscience universelle pour se révolter contre l'oppression, il faut alors renoncer à toute lutte. Les ouvriers espagnols en décidèrent autrement. L'opinion publique en Espagne était dans la proportion des deux tiers au moins contre Franco et la dictature.

## O DÉMOCRATIE !

### Mise au point du carnet "B"

Un fait inouï s'est déroulé ces jours derniers à Palaiseau. Samedi 16 avril, dans la matinée, dix-huit de nos camarades du groupe de Palaiseau étaient convoqués chez le commissaire de police de cette localité. Celui-ci leur fit subir un interrogatoire en règle sur leurs antécédents et leur prit les empreintes digitales. Comme nos camarades s'étonnaient et s'indignaient de cette mesure insolite, le commissaire leur annonça que, pour la prochaine, ils étaient bons pour le camp de concentration.

On nous a affirmé qu'il s'agissait là d'un coup du maire Duplant, élu il y a quatre ans comme socialiste et qui depuis, a passé au fascisme ! Nous n'aurons pas la naïveté de protester contre cette violation de la légalité républicaine par un magistrat municipal, qui emploie des méthodes inspirées du plus pur mussolinisme. Nous voulons seulement savoir si l'il s'agit d'un excès de zèle ou d'un dévancement d'application d'une méthode appelée à se généraliser. En ce cas, nous invitons nos camarades à refuser aux fantaisies fisciales.

C'est bien assez que le carnet B existe sans que les « suspects » appellés à y figurer participant à sa mise au point.

**Les accords de Rome sont écrits avec le sang des prolétaires ibériques**

**La lutte contre l'union sacrée au sein de la S.F.I.O.**

La Fédération socialiste de la Seine vient d'être dissoute. Tous les journaux se sont précipités sur ce fait. Ont largement commenté : « Les Pivertistes se révoltent contre le parti ! Ils occupent les locaux de la rue Meslay ! ». Tous de se réjouir de cette situation.

Cette dissolution de la Fédération de la Seine, qui n'est autre qu'une exclusion massive, n'a pu surprendre aucune personne au courant des luttes de tendances au sein de la S.F.I.O. La crise existe depuis de nombreuses années. L'exercice du pouvoir par les leaders socialistes a encore creusé le fossé entre les socialistes traditionnels : Blum, Paul Faure, et la tendance révolutionnaire du parti.

La faillite du Front populaire, les démissions de beaucoup de militants devant cette faillite, permirent à la gauche révolutionnaire de se développer très rapidement. Malgré l'étoffoir qu'essaient d'établir les bonzes du parti, la Gauche Révolutionnaire marqua à chaque congrès une progression sensible. Elle devint, il y a quelques mois, majorité dans la Fédération de la Seine.

Les dirigeants S.F.I.O. commencèrent à s'inquiéter de cette montée. Il fallait y mettre fin, surtout en vue de la réalisation de la grande combinaison d'*« Union nationale autour du Rassemblement populaire »* allant de Maurice Thorez à Paul Reynaud, si chère au cœur de Léon Blum. Cette formule risquait de mécontenter de nombreux militants, de leur ouvrir les yeux et ainsi de les rejeter dans l'opposition Gauche révolutionnaire.

Paul Faure commença à aiguiser son grand sabre, et à le brandir vers les « méchants garçons » qui se refusaient « main dans la main d'entrer dans la ronde de l'Union sacrée ». Une goutte d'eau devait faire déborder le vase. A l'appel de tous les capitulards du Front populaire : la « Patrie est en danger », la Fédération de la Seine répondit par un tract, qu'elle envoya dans toutes les Fédérations : le « Parti est en danger ». Tract dans lequel, elle se dressait avec vigueur contre l'Union sacrée qui sous la conduite des dirigeants S.F.I.O. se réalisait, elle demandait aux militants de rester fidèles au socialisme international.

La commission des conflits fut réunie rapidement pour examiner le cas de ces individus qui prétendaient rester fidèles à l'internationalisme prolétarien. L'ex-

## Critique et Réalisation

par Max STÉPHEN

Toute position, quel que soit le sujet auquel elle a trait, suppose pour le moins une ou plusieurs négations. Il y a, sur chaque problème politique, social, religieux, philosophique, moral, des conceptions, des tendances diverses qui obligent, en même temps qu'on se prononce pour l'une d'elles, à repousser les autres. On ne peut être athée sans nier la religion, ni religieux sans nier l'athéisme, et le plus souvent toutes les autres formes de religions qui ne soient pas celle que l'on a choisie. On n'est pas républicain sans repousser la monarchie, ni monarchiste sans combattre la république. On n'est pas autoritaire sans répudier l'anarchisme, on n'est pas anarchiste sans repousser l'autorité.

Loïc de nous croire coupables, nous devons nous enorgueillir de toutes ces conclusions critiques, quand elles sont alimentées par ce désir de faire mieux que ce que l'on combat. Tel est l'esprit négateur de l'anarchisme.

Tel est-il au sens logique, exact de nos idées. Mais j'ai déjà dit qu'entre le contenu de nos principes et certaines interprétations trop fréquentes, il y a souvent des différences fondamentales. Cela est explicatif. Tout ce qui ne se réalise pas finit par s'émousser, par se diluer, se déformer au cours du temps. Nous nions en bloc tous les mauvais parce que nous voulons réaliser en bloc tous les bons. Mais comme cette réalisation est, par son volume, des plus difficiles, elle tarde énormément. Pendant ce temps, chacun prend ce qu'il peut de la doctrine, l'adapte à sa taille. Et on finit par ne plus savoir très bien ce qu'elle est.

Ne pouvant pas réaliser, nous avons nié. Nous nous sommes spécialisés dans la négation. Militarisme, religion, capitalisme, autorité, etc., sont passés au crible de notre logique. Et comme nous continuons à ne pas pouvoir construire, il a fallu s'acharner à détruire. Cette position était-elle vraiment utile ? Ne comportait-elle pas de dangers extrêmement graves ? Était-il, est-il fatal de s'y maintenir ?

(Lire la suite en 3<sup>e</sup> page).

clusion de Marceau Pivert et de quelques-uns de ses camarades fut envisagée, mais celui-ci se fit plébisciter par la Fédération de la Seine, qui, à une énorme majorité, s'opposa aux sanctions. Devant ce fait, la commission des conflits recula, et ne vota qu'une résolution suspendant les « coupables » de toutes fonctions à l'intérieur du parti pendant deux ou trois ans.

La Fédération se refusa à accepter ces sanctions et déclara maintenir en fonction ses militants. Paul Faure-Blum résolument alors d'employer la méthode usuelle du parti dans de pareils cas et ils décidèrent de dissoudre la Fédération de la Seine, et de la reconstruire avec des éléments faisant serment de fidélité à la politique de capitulation à l'Union nationale. Les militants de la Gauche révolutionnaire, forts de leurs convictions socialistes refusèrent de suivre l'exemple des bourgeois de Calais, la majorité de la Fédération leur faisant confiance. La Fédération continuerait de mener la politique qu'elle jugerait être bonne. Les locaux de la rue Meslay lui appartenant, elle continuera de les occuper, ce qui permet à certains journalistes d'exercer un esprit un peu facile, de se livrer à toutes sortes de commentaires.

Que penser de ces petits bourgeois sociaux-démocrates qui ont capitulé d'une façon constante devant la finance et les vieux caïmans du Sénat, qui sont d'une mollesse extrême devant les communistes, dont la lâcheté est devenue légendaire, qui savent seulement se montrer énergiques contre leurs propres militants? N'est-ce pas symbolique de voir Paul Boncœur sur le point de rentrer à la S.F.I.O. au moment même où Pivert en est exclu.

La situation en est là. Que vont faire ceux qui, en fait, sont exclus de la S.F.I.O.? Nous le saurons avant peu. Mais quelle que soit la position qu'ils puissent prendre, nous ne voulons retenir de cette lutte qu'une seule chose, les mobiles qui les guident, l'opposition à l'Union sacrée, la volonté de rester fidèles à l'internationalisme prolétarien. Ceci est la démonstration même, que tout n'est pas encore perdu, que la capitulation totale de la classe ouvrière ne sera pas, que si les forces réellement révolutionnaires savent s'unir il est encore possible de créer un puissant courant ouvrier contre la guerre et l'Union sacrée, avec lequel la bourgeoisie levrira compter.

RENE FREMONT.

## Dénoncer le transit en faveur des rebelles est bien...

### ...Mais l'empêcher serait mieux !

La Fédération des Cheminots vient de publier dans la presse ouvrière un rapport sur les transports effectués par transit ou directement de France vers l'Espagne franquiste. Nous apprenons ainsi que des centaines de tonnes de produits industriels ou de matières premières sont fournies régulièrement par des firmes françaises. Du matériel de guerre, de l'outillage, de provenance allemande ou italienne, sont également transites par les réseaux français.

Emanant de la Fédération des Cheminots, la protestation rend un son pénible. Comme plus efficace que de vaines lamentations serait l'action directe des cheminots boycottant les transports à destination de Franco !

## Sous les fourches caudines de Staline

On a lu récemment, dans la presse, la nomination de Mijia comme chef suprême de l'Espagne du Centre, maintenant séparée de la Catalogne. Il a reçu les pleins pouvoirs pour gouverner au nom de Negrin.

D'autre part, les journaux de mercredi annoncent la nomination de Jesus Hernandez, comme commissaire politique des armées du Centre. Avec la nomination d'Alvarez del Vayo, comme ministre des Affaires étrangères, homme-ligé des Russes, cela fait un beau trio de staliniens. Attendons-nous, avec ces trois personnages, à de nouveaux méfaits, à de nouvelles exactions même à l'égard de la C.N.T., de la F.A.I., du P.O.U.M. et de leurs militants.

Contraints pour avoir des armes, de passer sous les fourches caudines de Staline, les ouvriers révolutionnaires doivent se taire et tout encasier.

Honte à ceux qui ne savent voir les événements d'Espagne que pour les utiliser pour une propagande partisane, qui n'aura pas même ce mérite de sauver l'Espagne de Franco !

## Pour l'aide à l'Espagne

Deuxième liste

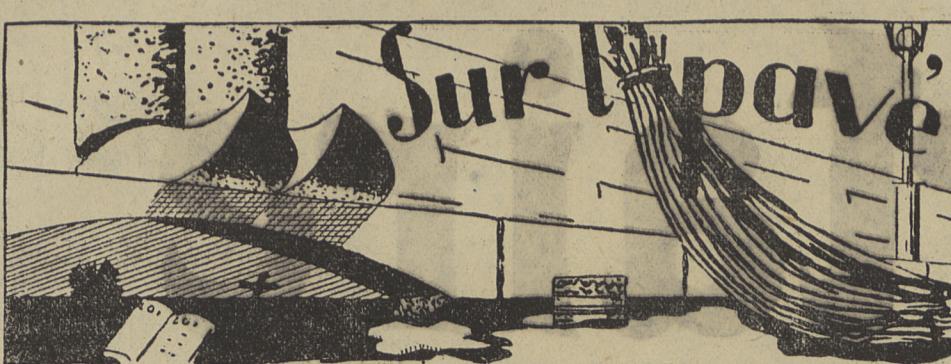
Ganac, 80 fr.; Rosset, 20 fr.; Auber, 25 fr.; Serrano, 100 fr.; Capriotti, 60 fr.; Mary (chômeur), 40 fr.; Autrere, 100 fr.; Mollet, 50 fr.; Champenoit (chômeur), 40 fr.; Facy, 70 fr.; Voisin, 50 fr.; Enriqueta Moretac, 70 fr.; Subias, 70 fr.; Gossé, 60 fr.; Steyer, 40 fr.; Hilaire (chômeur), 40 fr.; Salva, 40 fr.; Main (complément d'une journée de salaire), 25 fr.; Gustave (chômeur), 12 fr.; Etienne, 40 fr.; Nicolas, 50 fr.; Clavel, 72 fr.; Spartas, 100 fr.; Appenzeller, 125 fr.; Berger, 50 fr.; Carné, 50 fr.; Dubois, 100 fr.; Echarle, 30 fr.; Barachet, 100 fr.; Ernest Dauvin, 80 fr.; Denegri, 50 fr.; Pépère (Nanterre), 50 fr.; Molina, 50 fr.; Beauvais, 40 fr.; Le Duff Alain, 50 fr.; Sannois (chômeur), 9 fr.; Lavaur, 50 fr.; Maurice, 50 fr.; Ermilli, 400 fr.; Félix Sache, 200 fr.; Paul Monne, 45 fr.; Sancho Marius, 50 fr.; Marguerite, 100 fr.; Lescot, 50 fr.; Anonyme, 50 fr.; Baldelli Jean, 50 fr.; Ratti Guido, 50 fr.; Albert Dupont, 50 fr.; Pedro Ruiz, 88 fr.; Gilbert Millau (2 journées de travail), 200 fr.; Degotte, 50 fr.; Andréa, 50 fr.; G. D. (chômeur), 20 fr.; Marc, 58 fr.; Latour, 30 fr.; G. F. G. P., 50 fr.; Sébastien Faure, 50 fr.

Total de cette liste : 3.443 fr.  
Total de la liste précédente : 4.035 fr.  
Total à ce jour : 7.448 fr.

## AUX MILITANTS SYNDICALISTES

L'U.A.

Réunion des militants syndicalistes de l'U.A. samedi 23 avril à 16 h. 30 au « Libertaire ». Tous présents.



## Le droit de tuer les manants

Bataille entre paysans et bracos, c'est dans ces termes que toute la presse nous apprenait qu'un bracommier avait été abattu par un riche fermier de la banlieue. Paysan contre braco; quelle rigolade, mais tout paysan est bracommier et on ne fera jamais admettre à un paysan qu'un bracommier est un voleur.

Les lapins, qui sont dans les champs appartiennent à tout le monde, ceci est un principe admis dans toutes les campagnes.

La réalité est tout autre. Les riches fermiers qui sont tous fascistes se considèrent comme des seigneurs féodaux. Les ouvriers agricoles sont considérés par eux comme des serfs. Véritables hobereaux ils ont tous les droits, même de tuer un manant. Que penser de ce riche fermier qui apercevait quelques bracommiers au travail sur « ses terres », part à leur rencontre avec le fusil chargé de chevrotines, comme pour la chasse au sanglier. Légitime défense? Mais est-ce que ceci n'est pas la preuve même de la volonté de tuer. Le lendemain on ramasse un cadavre, et la justice qui vient pour enquêter, fait des excuses à l'assassin.

Est-ce que ces hobereaux auront encore longtemps le droit de tuer, car enfin lorsque l'on parle de batailles entre fermiers, gendarmes et bracommiers ce sont toujours ces derniers qui sont les victimes. Si demain le fermier assassin tombait sous une balle vengeresse, qui donc oserait le plaindre? Pour notre part nous penserions que l'esprit de justice n'est pas totalement mort sur cette terre.

La Rue Michel.

## SOCIALISTES EN PEAU DE LAPIN

Toute la presse a été ignorante, selon son habitude sur l'assassinat de ce pauvre ouvrier, qui avait été chercher quelques lapins pour permettre à ses enfants de manger de la viande le jour de Pâques.

Le Populaire se serait cru déshonoré de faire exception. Dans un style pleurnichard, il regrette ce « malheureux fait divers ». Contre l'assassin, pas une ligne, car il aurait fallu prendre la défense de la victime et dire qu'elle avait eu raison de bracommier, pour donner à manger à ses gosses. Mais où le comble est atteint c'est dans la conclusion de cet article : « Joseph Dewael — le gendre de la victime qui bracommait avec lui — a été laissé en

liberté. Là où le fils du hobereau a jugé qu'il y avait matière à tuer un homme, la justice a estimé que le délit ne valait pas la prison ».

Vraiment, il n'aurait plus manquer que cela, et nos socialistes en peau de lapin, en sales petits bourgeois qu'ils sont, se réjouissent de la bonté de la justice. Chez eux aucune indignation contre le scandale, ce qui serait la démonstration que leur cœur n'est pas totalement mort, ils ne sont capables que de larmoyer. Comme l'on comprend que les éléments révolutionnaires quittent ce parti avec un soupir de soulagement.

## VIES HUMAINES ET BILAN FINANCIER

Peu importe que des mineurs périsse... On palabrerà sur les tombes des infortunées victimes, des motions seront votées, on ne fera que dénoncer les responsabilités de la compagnie exploitante, des postes de radio-diffusion d'Etat ou privés intervieweront les familles des victimes, comme cela s'est produit lors de la dernière catastrophe dans cette même compagnie minière, il y a six mois...

Peu importent les vies humaines... le charbon sera extrait dans des conditions de sécurité quasi inexistantes ; le principal est que fleurissent les capitaux de nos gros bourgeois.

Pour la direction des mines d'Anzin, le bilan financier compte beaucoup plus que la vie de ceux qu'elle exploite.

## ON PREND LES MEMES ET ON RECOMMENCE



La Rue Michel.

## SOCIALISTES EN PEAU DE LAPIN

Les événements de ces dernières semaines ont consumé la mainmise définitive des stalinians sur le mouvement syndical. Le congrès de l'Union des syndicats de la R.P. a ouvert les yeux des plus aveugles. La manœuvre est terminée, et l'asservissement total de la C.G.T., au prochain congrès confédéral, ne semble plus devoir être qu'une formalité.

Après avoir ruiné la C.G.T.U., le même ramassis s'est abattu sur la C.G.T. pour lui faire subir le même sort. Nous les connaissons bien, les sinistres fossoyeurs : le louché Racamond, habile nageur, toujours du côté du manche ; le grotesque Rayaud, dont la gestion financière n'a été marquée, depuis quinze années de malversations, vols, trahis dans la caisse... Rayaud qui pillait la trésorerie de l'Union au profit de son copain l'escroc

n'a de cesse que le « papier » définitif sur les atrocités rouges n'ait été inséré en bonne place et payé en argent comptant. Ainsi et comme jadis les suppliciés qui, tordus de souffrance sur la roue, ne recueillaient que les injures et les crachats d'une lie aristocratique et d'une populace servile, nos malheureux camarades d'Espagne sont en butte à une gent de lettres ignoble et répugnante qui, chaque jour, exerce à leurs dépens une certaine connaissance de la syntaxe et une absence totale d'humanité. Les hyènes à l'oeuvre abominable en usent ainsi vis-à-vis des mourants et il n'est point étonnant de remarquer que cette classe d'intellectuels qui avait déjà fait ses preuves pendant la guerre persévere dans l'abjection et, trop veule pour prendre part ouverte à la lutte, se tient dans l'expectative tant que les armes sont indécises, se réservant de sortir au moment propice pour faire sa soumission au vainqueur en crachant sur le cadavre des vaincus.

Mais ces arguments, par le fait même qu'ils sont simples et qu'ils condamnent les forbans galonnés qui saignent la malheureuse Espagne, ne sauraient être retenus par des folliculaires qui n'ont d'autre foi et d'autre conviction que celle de hurler avec les loups et de balancer l'encensoir au maître dont les forfaits leur conservent leurs avantages.

Parmi les plus infâmes de ces articles j'allis de plumes mercenaires et de cervae profondément domestiquées, nous avons pu relever dans un numéro du Journal de la semaine dernière une prose signée de M. t'Sterstevens et pompeusement intitulée : « Imprecations sur les ruines d'un monastère. »

Dans ledit article, M. t'Sterstevens nous parle d'un couvent qu'il visita jadis en touriste et que les rouges, dans leur retraite, ont incendié. M. t'Sterstevens pleure sur ces pierres qui l'avaient charmé au temps qu'il traversait l'Espagne en promeneur romantique et qui seraient aujourd'hui, paraît-il, un amas noirâtre de débris calcinés. Et de dénoncer avec une vigueur de qualificatifs d'autant plus compréhensibles que l'auteur est peut-être loin de ceux qui l'insulte, la « barbarie d'une canaille rouge, ivre d'anticléricalisme ».

M. t'Sterstevens est de ceux-là. Plus loin dans son article, il se déclare favorable au fascisme et préconise « pour mener une nation, un gaiard musclé, armé d'une trique ».

M. t'Sterstevens a tort de donner ainsi aux peuples des conseils qui pourraient être pris à la lettre par des particuliers. Je vois parfaitement, pour ma part, ce gaillard solide et musclé, armé d'une trique comme un ouvrier indigné par la prose abjecte de tel littérateur, se présentant devant le plenum et lui demandant compte de sa production. M. t'Sterstevens pourrait fort bien rencontrer certain jour une de ces « canailles rouges, ivres d'anticléricalisme » et qui, incapable de tressailler devant un mieu monastère, attache encore assez de prix au sacrifice et au martyre pour ne point tolérer qu'un vague romancer les bâfoue. Il faudra bien que cette le temps où n'importe qui peut écrire n'importe quoi sans avoir à en porter les conséquences jusques et y compris dans sa personne même.

Les commentaires de M. t'Sterstevens sur la guerre d'Espagne nous prouvent que son âme est vile, qu'il pense bassement et que, comme les lâches, il n'élève la voix que s'il se croit hors de danger. Il possède parfaitement les caractères de ce qui, dans notre époque lamentable, s'appelle l'écrivain bourgeois. Mais qu'il prenne garde. La

Arnold. Nous le connaissons bien, le Frachon, qui souhaitait que la garde mobile massacrait quelques dizaines de mineurs de la Loire, pour avoir un beau communiqué à envoyer à Moscou... Les Arrachart, Hénaff, et tant d'autres, tristes produits de la jésuitière russe! Qu'est-ce que ça peut leur faire que la C.G.T. en crève? Staline remplira quand même leur gamelle. Comme la C.G.T.U., la C.G.T. n'aura été qu'un moment dans la besogne d'assujettissement du prolétariat français. Quand la barque sombrera, ils s'enfuiront comme des rats et se raccrocheront à autre chose pour pouvoir continuer leur sale industrie.

## QU'EN PENSENT LES EX-CONFEDERÉS ?

Louzon aurait-il donc raison lorsqu'il compare les classes de la société française à celles de l'ancienne Grèce décadente, où le parti aristocratique et le parti du peuple n'étaient plus que les agents des impérialismes étrangers : Rome et la Macédoine? Alors, notre bourgeoisie travaillant tant pour Mussolini, tantôt pour l'Angleterre, et la classe ouvrière se faisant l'instrument de l'imperialisme russe?

C'est à cela que devaient aboutir cent ans de socialisme et de luttes de classes? C'est tout ce que devait produire un socialisme vivifié par la pensée des Proudhon, des Bakounine, des Vallès, des Pelloutier? Quelle amère déception!

Et bien, non! Nous ne croyons pas que cela soit possible. Nous nous refusons à nous incliner devant cette monstrueuse fatalité. Il n'est pas possible, par une action volontaire et concertée de faire reculer les maquereaux du syndicalisme. Qu'en pensent les ex-confédérés?

## A COTE DE LA PREPARATION MATERIELLE...

La préparation morale à la guerre se poursuit intensément. Après la guerre, la réduction des régiments avait entraîné la suppression des fanfares et des cliques militaires défilant dans les rues, claironnant, tambour battant.

Or les journaux nous apprennent qu'un projet de loi vient d'être déposé pour la reprise de ces glorieux défilés.

Les signataires du projet (à tout s'agir...) M. Daladier et (à bas la guerre) M. Léon Blum ont obéi à des considérations d'ordre moral : esprit de corps, distractions (sic) meilleure présentation de la troupe dans les défilés et revues, nécessité dans certains cas de disposer d'une musique ou d'une fanfare sur place, etc.

Le vrai motif a été oublié : bousculer les cervelles de musique ronflante, créer un esprit combattif, préparer par tous les moyens le bon peuple de France à aller se faire égorgé quand les intérêts de ses exploiteurs seront en danger.

Le journal Vu a ouvert une enquête auprès de diverses personnalités littéraires, artistiques ou autres, leur demandant de répondre à cette question : « Que feriez-vous si la guerre éclatait? »

A part quelques réponses courageuses d'Aurèle Patomi, Lacaze-Duthiers, Georges Pioch, Marcello Fabbri, l'ensemble est propre à donner à l'individu d'esprit libre le dégoût total de l'espèce humaine. Comme dans tout, les « minus habens » se distinguent par la fierté de leur décision. M. José Germán, homme de lettres à ce qu'on prétend, écrit : « Je suis hors cadre, vu mon âge, mais je m'engagerais. » Après Barrès, ce n'est pas très nouveau et comme on dit, on nous l'a déjà faite.

## MAIN DANS LA MAIN POUR LA RONDE DE LA PAIX

De 1936 à 1939, nous apprend la presse, la France, l'Allemagne, l'Angleterre, l'Italie, la Pologne, l'U.R.S.S. et les Etats-Unis auront dépensé la somme globale de 654 milliards de francs pour réamer.

Il n'est malheureusement pas permis, écrit dans l'Excelsior M. Jean Quatremare, aux grandes puissances de se contenter de maintenir leur potentiel de guerre au niveau de ce qu'il est actuellement. Trop de menaces pèsent sur la paix.

Evidemment, M. Blum et M. Thorez nous ont expliqué ça depuis longtemps. On veut la paix, on la veut absolument.

Alors, fabriquons des armes, fondons des canons, chantons la Marseillaise, excitons la haine du boche. C'est pourtant pas difficile.

Les pacifistes qui demandent que cesse la course aux armements, les anarchistes qui croient au prolétariat qu'il a tout à perdre en défendant les coffres-forts du capital, les jeunes ouvriers qui protestent contre les deux ans ne comprennent-ils pas que leur politique est une politique de guerre?

Le Conseil National du parti S.F.I.O. a lancé un appel en faveur de l'Espagne.. au moment où Blum quittait le pouvoir !...

Le congrès de la Jeunesse Socialiste a fait de même.

Mais on a évité soigneusement de parler de l'or espagnol que la Banque de France, qui a été « nationalisée », refuse d'acheter depuis le commencement des hostilités, et qui maintenant refuse tout simplement de le livrer au gouvernement Negrin. Ainsi en plein régime du Front populaire, les antifascistes ne peuvent même pas disposer de leur propre or!

## LES CAUSES DE LA DÉFAITE D'ARAGON

# Délimitation des responsabilités

D'une source particulièrement sûre, nous parvenant de Barcelone des renseignements qu'on tire ci-dessous relatifs aux causes politiques et militaires qui ont contribué aux récentes défaites militaires du front d'Aragon. La disproportion des forces n'est pas seule en cause dans ces défaites. Il s'y ajoute la néfaste politique des Gouvernements successifs de la République dont l'esprit partisan a facilité le jeu de Franco.

L'écrasement rapide et catastrophique de notre front d'Aragon est certainement une tragédie terrible, non seulement pour les antifascistes d'Espagne, mais aussi pour tous les travailleurs antifascistes du Monde.

Tragédie encore plus grande si on pense que ce front aurait pu être, aurait été certainement, le front de la victoire si on avait donné à ses combattants les moyens nécessaires pour attaquer, si on n'avait pas mêlé, dans la lutte contre le fascisme, une politique partisane qui stérilisa pratiquement l'héroïsme et annula la volonté combative des lutteurs les plus dévoués et enthousiastes, de ceux qui formèrent les premières colonnes de miliciens qui, Durruti en tête, se lancèrent pour libérer le front d'Aragon du joug fasciste.

Maintenant, cette région va être rasée jusqu'au sol par les armées de l'envahisseur après que l'aviation italo-allemande aura détruit presque complètement la plus grande partie des villages.

Dès maintenant il faut délimiter les responsabilités qui correspondent dans cette tragédie de notre peuple, aux hommes et aux institutions qui ont influencé, par leurs actes ou leur négligence, le déroulement des opérations en Aragon.

Nous pouvons en marquer les lignes générales, pour une étude objective afin d'en tirer des conclusions d'une valeur historique.

Laissons de côté les facteurs d'ordre international suffisamment connus et passons en revue seulement une partie de ceux d'ordre intérieur, assez graves et compliqués.

Les causes qui expliquent le désastre du front aragonais peuvent être partagées en plusieurs classes : quelques-unes strictement militaires, d'autres de caractère politique et social, mais toutes dépendantes du complexe politico-social. Malgré les manifestations réitérées d'unité et de « front antifasciste » une lutte sourde et acharnée entre partis et secteurs, persiste dans l'Espagne antifasciste.

Le front antifasciste n'arrive jamais à être une réalité, justement parce qu'il y a eu, et qu'il y a toujours, des partis et des secteurs qui ne poursuivent autre chose que leur propre hérogénie, même au prix de l'intérêt vital de la grande masse du peuple.

En parlant de causes militaires, il faut mentionner, avant tout, l'énorme supériorité de l'ennemi en matériel de guerre. L'offensive d'Aragon, commencée le 9 mars, débute avec un déploiement formidable d'aviation. Dans une petite zone très limitée, on pouvait compter jusqu'à 150 appareils à la fois. N'ayant pas de compétiteurs dans l'air, ceux-ci ont pu mitrailler tranquillement nos troupes, d'une petite altitude, après avoir littéralement pulvérisé les villages près du front et aussi quelques-uns à l'arrière.

De cette façon, une grande démorisation s'est forcément emparée de nos troupes et de la population civile, malgré la bravoure extraordinaire de nos hommes.

L'action des tanks et de l'artillerie, énormément supérieure à la nôtre, compléta celle de l'aviation factieuse. Ce n'était pas

pour rien que les navires italiens et allemands transportaient pendant des mois et des mois incessamment, du matériel pour l'Espagne « nationaliste ».

Il y a donc eu une énorme disparité d'éléments de guerre qui, jointe à notre manque d'abris et de fortifications (imputable à l'imprévision criminelle du Gouvernement) explique la rupture des premières et secondes lignes avant tout dans le secteur de Fuendetodos.

Le camarade Miguel Yoldi, aussitôt après avoir pris le commandement de la 24<sup>e</sup> Division, envoya plusieurs rapports à l'Etat-Major de l'Armée de l'Est, signalant le manque de fortifications dans le secteur de la 24<sup>e</sup> Division (c'est-à-dire au point où l'ennemi commença son offensive) et insuffisance d'armements de la 153<sup>e</sup> brigade dans laquelle il ne pouvait pas se rendre responsable en cas d'attaque, la résistance lui étant impossible avec les armes qu'elle possédait.

On ne lui a pas prêté attention. L'ennemi a brisé la ligne à l'endroit occupé par la 153<sup>e</sup> brigade, laquelle malgré l'héroïsme et le sacrifice de ses hommes, n'a pas pu éviter le désastre.

Nous avons su, après, que tous les rapports envoyés par le chef de la 24<sup>e</sup> division ont été passés à l'état-major central, sans que celui-ci y prétât la moindre attention.

### LA NEFASSE POLITIQUE MILITAIRE DU GOUVERNEMENT

Pour bien comprendre cette tragédie, qui n'est pas, malheureusement, un fait isolé dans notre guerre, il faut aussi tenir compte de l'influence négative et funeste de ce qu'on pourrait appeler « la politique militaire » dictée par les Centres officiels. Cette

politique a consisté toujours dans le déplacement et le mépris de chefs vraiment antifascistes, dévoués et capables, leur préférant des individus troubles et douteux, des professionnels de la politique, des militaires réactionnaires, dont la mentalité est plus près des factieux que de celle du peuple antifasciste.

Ce qu'on appelle le « prosélytisme », c'est-à-dire l'imposition de mots d'ordre de partisans, a été une des plus graves causes de désorganisation dans l'armée.

Ce sont surtout les communistes qui ont pratiqué cette tactique de division, favorisés par leur prépondérance dans le Commissariat, facilement obtenue dès le début, puisqu'ils pouvaient compter sur l'aide inconditionnée d'Alvarez del Vayo, sous la protection duquel ils réussirent à introduire dans l'armée une quantité énorme de Commissaires et de Chiefs, quantité qui n'était pas certainement en proportion avec leur apport en combattants. Les effectifs communistes étaient très faibles au commencement du mouvement révolutionnaire, et pour cela ils ont dû utiliser comme un instrument tout genre d'individus à la seule condition d'accepter sans réserve, la mise en valeur de leurs mots d'ordre.

De cette façon ils ont introduit dans des services de grande responsabilité, non seulement des individus douteux, mais aussi des gens de précédents carrières réactionnaires. Il y en a eu parmi eux plusieurs qui ont passé à l'ennemi avec des documents et des informations importantes. Dans ces conditions on comprendra facilement comment la valeur et la combativité des soldats du peuple furent pratiquement stérilisées, le virus de la défiance s'étant emparé des esprits.

Il paraissait, à un certain moment qu'on

allait rectifier cette politique désastreuse quand Alvarez del Vayo fut déplacé et on commença à réviser quelques nominations. Mais cela n'a point été le cas.

Seuleurent furent remplacés les éléments introduits par les communistes par d'autres qui répondent directement et aveuglément aux ordres de M. Prieto, des individus aussi éloignés des inquiétudes des classes populaires, d'un antifascisme plus que modéré, et sans aucune expérience de guerre.

### LA POLITIQUE ANTIPOLETARIENNE DU GOUVERNEMENT

Pour ce qui concerne la politique générale du gouvernement, après la crise du mois de mai, elle n'aurait pas pu être plus désastreuse.

La ligne de conduite générale a consisté toujours dans l'annulation peu à peu, de toutes les conquêtes du prolétariat depuis le 19 juillet. Les Syndicats et les Collectivités, surtout les collectivités agricoles qui en Aragon et en Levant, sont arrivées à un degré magnifique de développement, étaient le but de ses attaques perfides.

L'offensive contre les collectivités commence vers la mi-août d'août de 1937 d'une façon spectaculaire et agressive. A ce moment on annula le Conseil d'Aragon, et la 11<sup>e</sup> Division, sous le commandement du communiste Lister occupe militairement une quantité de villages loin du front, emprisonna les militants les plus connus, organisa le pillage et la lutte contre tous ceux qui avaient combattu contre le fascisme en juillet.

Selon tous les symptômes, il s'agissait non seulement d'anéantir les collectivités,

mais surtout de provoquer une réaction violente de la part de camarades de la C.N.T. et de la F.A.I. ou un soulèvement des divisions d'origine confédérale, afin de pouvoir justifier une forte répression.

L'attitude calme et en même temps énergique de nos organismes responsables évita le désastre. Le Gouvernement s'est vu obligé de déplacer Lister et toute l'autorité passa aux mains du Gouverneur Civil, Mantecón, qui ne cessa quand même pas de travailler contre les collectivités. On annula aussi les Municipalités pour les remplacer par des « Commissions de Gérance » composées par des éléments de différents partis exclusion faite de la C.N.T. qui était pourtant en absolue majorité en Aragon et libres d'entrer en continu.

Il faut signaler que tout le mouvement libertaire, contre lequel se dirigeait toute la fausse politique antérieure du Gouvernement, a dû donner la preuve du sens extraordinaire de responsabilité et de domination de ses militants qui évitèrent continuellement de répondre par la violence aux provocations. Si cela s'était produit, certainement il en aurait coûté cher aux provocateurs, mais c'eut été aussi la liquidation immédiate de la guerre au bénéfice des fascistes.

C'est ce grand sentiment de responsabilité antifasciste qui dicta l'attitude logique et conséquente de notre mouvement, et qui manqua complètement au Gouvernement et aux partis du Front populaire. C'est une des accusations que nous pouvons bien éléver contre eux, devant l'histoire.

Malgré cette persécution, les collectivités continuèrent pour la plupart à fonctionner jusqu'au moment où l'invasion fasciste les a effacées. Les combattants prolétaires ont fait tout leur devoir jusqu'à l'extrême limite.

Un fait, que les circonstances actuelles soulignent : l'appareil policier du Gouvernement Negrin a fonctionné de préférence contre les hommes de la gauche sociale (P.O.U.M.-C.N.T.-F.A.I.), tandis que les droites, c'est-à-dire les fascistes, ont pu jour d'une tranquillité parfaite ; même les fascistes emprisonnés ont un traitement de faveur en comparaison des détenus antifascistes. Ce seul fait est suffisant pour qualifier cette politique, absurde et monstrueuse du point de vue de la lutte antifasciste.

### LE DESASTRE D'ARAGON

Au moment de déclencher l'offensive fasciste, cette désorientante allait s'aggraver. Devant l'étalement extraordinaire d'aviation italo-allemande qui bombardait jour et nuit nos lignes et tous les lieux habités des environs, devant l'attaque en masse d'une quantité énorme de tanks et d'artillerie ultra-moderne, nos forces n'avaient point préparé la résistance.

Des brigades comme la 153<sup>e</sup> et la 12<sup>e</sup> opposèrent une résistance désespérée, rejetant l'ennemi plusieurs fois. Mais, à la fin, elles ont été brisées et la rupture du front est arrivée, avec une chute verticale.

Les hauts commandements, surtout celui du XII<sup>e</sup> Corps d'armée auquel incombaient la responsabilité de ce secteur, ne donnaient aucun signe de vie, ne prirent aucune mesure défensive et ce fut la débâcle terrible qui transforma une armée de 70.000 hommes en une masse dispersée qui se retirait en désordre. Depuis lors, jusqu'au moment d'écrire ces lignes, seulement vingt jours sont passés et l'ennemi est en train de passer la frontière de Catalogne.

Cependant, il y a eu des cas de résistance héroïque de la part de quelques brigades, surtout celles de la 26<sup>e</sup> division (ex-colonne Durruti) qui ont barré la route à l'ennemi plusieurs fois, et se sont repliées en ordre.

(Suite et fin dans le prochain numéro.)

## L'ANNIVERSAIRE DU 14 AVRIL

# La C.N.T. lutte pour la liberté

*La Solidaridad Obrera du 14 avril a publié un éditorial dont on tire ci-dessous la traduction. On remarquera que plusieurs passages ont été censurés. Visiblement, ils avaient trait aux fautes, erreurs et trahisons des politiciens républicains qui, par haine de l'action populaire, préfèrent maintenir intact le vieux appareil militaire, par lequel l'Espagne se trouve aujourd'hui dans une si lamentable situation.*

L'on commémore aujourd'hui le septième anniversaire de la République espagnole, qui vint au monde au milieu de l'étonnante et plus pittoresque de monarchistes « républicains » (le mot « républicain » censuré se lit quand même), et par l'œuvre et grâce à l'enthousiasme populaire, du génie populaire, qui d'autres nomment « arbitrisme », sans se rendre compte, ou sans vouloir se rendre compte que ce qui qualifie l'arbitrisme est la peuple, suprême martyr à cette heure. Sept ans de République...

(Ici sept lignes censurées.)

La date que l'on commémore aujourd'hui signifie dans l'histoire de notre peuple, quelque chose de spirituel et d'une valeur politique qui fut l'objet d'une altération fondamentale, dont le corollaire le plus expressif est cette guerre cruelle déchaînée par la réaction monarchiste et militariste. Le 10 août 1932 en se soulevant à Séville, Sanjurjo mit en évidence l'attitude du milita-

risme monarchisant d'une manière indéniable. (Ici trois lignes censurées.)

Le peuple, lui, comprit. (L'on peut donc en déduire que ces trois lignes traitaient de l'incompréhension des politiciens républicains d'alors.) Parce qu'il comprit parfaitement il se jeta dans la rue défendant de son corps non une République, qui cependant ne lui donnait guère alors un traitement de choix.

La révolution ploutocratique et militaire du 19 juillet est née le 10 août 1932 ; elle prit corps et volume durant cinq années d'une incroyable tolérance républicaine qui eut son point culminant dans l'explosion enragée d'il y a vingt mois. Aujourd'hui, 14 avril 1938, le peuple espagnol lutte avec un hérosme spontané contre ceux-là mêmes qui aux ordres de Sanjurjo se soulevèrent à Séville, ceux qui dans leur lâche impulsivité se sont vendus ensuite au fascisme italo-allemand, unique autorité suprême de l'Espagne rebelle.

Aujourd'hui 14 avril 1938, nous sommes en guerre à mort en défendant ce que le génie populaire avait conquisté le 14 avril, il y a sept ans : nous défendons la République.

(Ici six lignes censurées.)

Nous défendons une république progressive, avancée, ennemie de la réaction qui la hait ; une république rigoureusement justi-

cire, qui voit dans les masses travailleuses, son ferme soutien ; une république honnête, en fonction du prolétariat, de ses conquêtes et de ses revendications. Nous luttons pour cette république et pour l'indépendance de l'Espagne et nous résisterons jusqu'au bout aux assauts du fascisme international qui veut faire de notre peuple une colonie servile.

E nous luttons aussi — que personne ne l'oublie — pour la liberté. Qui a dit que la liberté est un obstacle ? Qui a dit que la liberté est une phrase, une entêtement, un objectif à supprimer ? La liberté est le stimulant maximum, l'espoir pour lequel combat aujourd'hui le prolétariat du monde, et pour lequel combat aujourd'hui le prolétariat espagnol. La liberté est l'aspiration suprême des peuples, et le moteur puissant de nos énergies ; comment pourraient-elles entrer la où nous luttons pour elle ?

Le mouvement libertaire espagnol, en luttant pour la République orientée vers des horizons de progrès, en luttant pour les conquêtes et les droits du prolétariat, lutte pour la liberté. Notre mouvement n'admet pas une dictature quelle que soit la couleur avec laquelle on prétende la couvrir, attitude de persévérance irréductible que nous réaffirons devant le monde, à cette date d'anniversaire historique. Parce que nous estimons que ni aujourd'hui, ni jamais la liberté ne peut entraver les peuples.

Et nous luttons, comme leurs aînés se sont efforcés de faire hier.

Ceux qui, se réclamant de l'anarchie, contemplent nos lutteurs et ne font que relever les ombres vraies ou supposées de leur activité ont certainement, pour la satisfaction de leur vanité, choisi le meilleur rôle. Mais ils sont injustes et stériles. Injustes, parce que pour juger les autres il faut savoir se mettre à leur place, à moins que l'on ne réclame la passivité universelle, et par conséquent l'arrêt du progrès ; et cette transposition des rôles que nous critiquons réclament pour eux qu'ils sont les intéressés, ils oublient de l'appliquer quand ils s'érigent en juges. On n'a le droit de critiquer ceux qui agissent que lorsque on agit soi-même. Les contemplateurs n'ont moralement pas le droit de critiquer les hommes d'action. La négation n'est justifiée que quand elle se complète par l'affirmation active — lutte d'idées ou lutte de faits qui ne se dissocient pas — de conceptions supérieures.

Ce qui peut permettre un nouvel essor de notre mouvement n'est pas seulement la critique de toutes les turpitudes du capitalisme et des régimes autoritaires. Ce qui peut nous attirer des adhésions durables, c'est la compréhension intégrale de nos idées, et une action réalitratrice. Il faut bien se rappeler qu'un mouvement vit d'espoir de possibilités nouvelles, et que l'immense majorité des êtres humains ne se satisfira jamais de critiques, mais d'espoir ou de travail créateur.

C'est pourquoi, quand tant de gens, cherchant leur chemin, viennent à nous ou se demandent ce que nous voulons — non ce que nous nions, car souvent ils nient autant que les anarchistes — cet esprit critique maladif doit cesser de s'exercer. Ou bien, ceux qui en sont victimes doivent se déclarer nihilistes, fonder des groupes nihilistes, et ne plus déformer l'anarchisme en le présentant comme la négation de toute chose. Si nous ne prenons qu'un de ses deux aspects, il sera toujours préférable de présenter son contenu reconstructeur, de dire ce que sont nos aspirations. Car, reprenant la phrase de Proudhon, la négation implique une affirmation pour les hommes normaux, pour les sains d'esprit, et très souvent ce sont les anormaux, les tempéraments insociables qui, par leur inconscience et leur manque de sensibilité, font le

plus de bruit et semblent avoir raison aux yeux du profane.

Mais le profane comprendra toujours qu'en déclarant notre volonté d'organiser une société meilleure, nous combatissons celle qui existe. C'est pourquoi je pense que nous ne devrions jamais définir l'anarchie comme la négation de l'autorité, ce qui ne fait comprendre « l'affirmation subséquente » qu'à ceux qui la connaissent (1) mais comme la conception d'une société où les activités seront réglées uniquement d'après les besoins sociaux, par l'entente directe des organisations créées à cet effet.

L'anarchie ainsi comprise, l'anarchie faisant évoquer automatiquement comme cela avait lieu chez ces penseurs qui ont souvent commis l'erreur de ne pas penser au danger de la vulgarité, une société où des êtres humains seraient unis harmonieusement pour les fonctions qu'ils devraient accomplir, où toutes les institutions seraient fédérées, pour embrasser la société entière, où la morale individualiste remplacerait la loi, où la réaction immédiate, directe, de la collectivité freinerait les déviations, où les actes antisociaux dangereux mèneraient dans de véritables réformatoires (en criminologie comme en pédagogie, nous avons précédé de trois quarts de siècle les idées les plus modernes), est aux antipodes de la critique unilatérale, qui est la négation de ce qu'elle croit défendre.

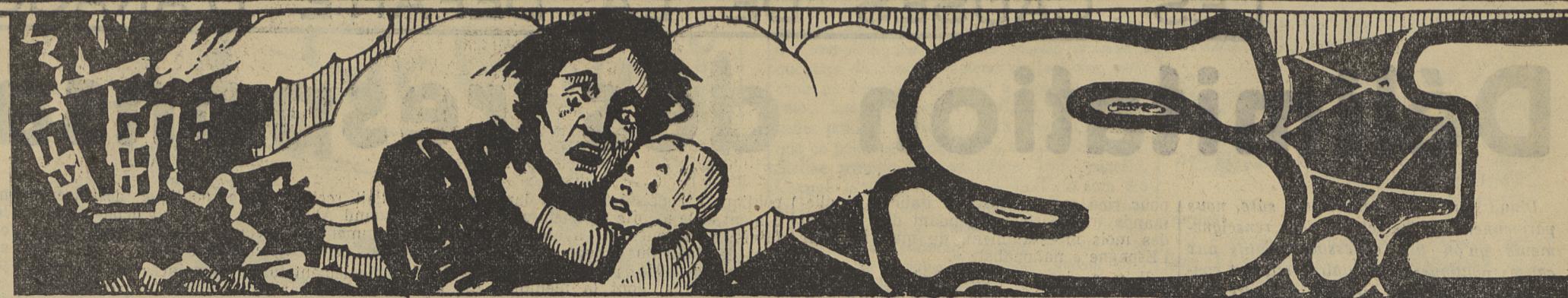
Il est nécessaire que cela soit compris, et détermine les attitudes. Les négateurs systématiques ne sont pas à leur place dans notre mouvement. Ils s'y sont égarés. Seuls les réalisateurs peuvent, à juste titre, faire partie d'une force organisée défendant une société également organisée, où toutes les archies auront été remplacées par la coordination subjective désirée et volontairement respectée des éléments qui la composeront.

MAX STEPHEN.

(1) Quoique s'affirman anarchiste dès 1840, Proudhon a presque toujours préféré s'appeler fédéraliste ou socialiste. Nos camarades de la Première internationale s'appelaient aussi surtout des féd

Le Front populaire  
trahit maintenant avec  
Mussolini !

Après avoir abandonné  
l'Espagne antifasciste, voilà  
qu'il la trahit ouvertement.



SOLIDARITÉ INTERNATIONALE ANTIFASCISTE. - Siège central: 26, r. de Crussol, Paris (II<sup>e</sup>) - Tél. Roq. 73-96. - Chèque postal Faucier 596-03

## Alertons tout le monde et faisons nous-mêmes ce que nous pouvons

Nous ne savons comment vous pourrez d'armes, de munitions, d'avions, surtout, et du nourriture. Tout n'est cependant pas perdu, si tout est en péril.

Pour que la victoire revienne dans le camp de nos amis, il suffirait que le peuple de notre pays agisse pour l'Espagne antifasciste en prenant exemple sur les gouvernements italien et allemand, dont la solidarité ne fait pas défaut à l'Espagne fasciste.

Nous avons honte de renouveler ces vérités-là, après des mois d'une lutte qui, si elle a grandi le peuple espagnol, n'a pas rehaussé le prestige du peuple de France.

Notre devoir est d'insister quand même. Peut-être nous écouteront-on, en définitive !

Notre devoir est d'apporter nous-mêmes, aux vaillants copains d'Espagne, toute notre aide ; celle morale, celle matérielle, notamment.

Le désir de la section française de la S.I.A. est de n'y point manquer. Mais donnez-nous de plus en plus les moyens, vos amis de la S.I.A., vous, les adhérents à la S.I.A. A

Où craignez-vous de voir succomber vos frères en idéal avant de vous être imposé, de leurs vivant, tous les sacrifices.

A BARCELONE  
Devant son logis dévasté.



## Veillons au droit d'asile

## ARRESTATION ARBITRAIRE

De mauvaises nouvelles nous parviennent continuellement de la frontière franco-espagnole. Pas de jour sans que l'on nous annonce de mauvais traitements infligés à des camarades retour d'Espagne. Et, parmi ceux-ci, les militants de langue étrangère ont le plus à souffrir de la misère et des odieux sévices des autorités françaises.

On vient, sans l'ombre d'une raison, d'arrêter à Port-Vendres le compagnon Renando Luiggi, qui a appartenu à la colonne Durutti, puis au secrétariat des armements.

Sous quel prétexte ?

Voici ce qu'écrivit son avocat, Maître Grégoire :

« Renando a été arrêté à Port-Vendres pour vagabondage parce qu'il n'était porteur que de 35 pesetas et que les pesetas n'avaient aucune valeur en France.

« J'estime qu'il y a là un véritable scandale à dénoncer aux autorités judiciaires et je ne manquerai pas de le faire lorsque je planifierai pour lui.

« En effet il est impossible à un étranger revenant d'Espagne, après un long séjour, d'avoir autre chose que des pesetas. D'autre part on ne tolère à la frontière espagnole que le passage de 50 pesetas. »

Il y a là, oui, un scandale à dénoncer. Nous commençons à le faire aujourd'hui. Et nous continuons aussi longtemps que les autorités administratives et judiciaires nous y obligent, aussi longtemps qu'elles persisteront à agir de façon aussi canaille.

Bravo ! chers camarades, pour votre zèle à nous aider. Nous sommes très satisfaits d'apprendre que vos efforts persévérents aboutissent et que la S.I.A. française compte déjà 40.000 membres. Votre affiche "du Blé et des Armes" est magnifique, nul doute qu'elle ait ému la population française.

HERRERA  
(secrétaire général de la S.I.A. internationale).

## VOIX D'ESPAGNE

Depuis quelque temps, depuis quelques jours surtout, je ne cesse de penser à l'Espagne, aux batailles qui s'y livrent, aux douleurées périplées du drame qui s'y déroule, aux atrocités dont la Catalogne envahie est le théâtre.

C'est, chez moi, comme une idée fixe ; cela tourne à l'obsession.

Je cherche en vain à orienter ma pensée dans une autre direction. Malgré moi, et promptement, je suis ramené à l'angoisse qui m'étreint.

Je vais fuir, à travers le ravin et la montagne, des vieillards, des femmes, des enfants et, dans cette foule, prise de panique, quelques hommes jeunes encore : fils des vieillards et pères des enfants.

En proie à une crainte instinctive et cédant à l'abattement qu'en gendre le sentiment d'une fureur impuissante (car ils sont dépourvus de tout moyen sérieux de résistance efficace), ces hommes ne songent qu'à sauver l'existence de ceux qui leur sont chers et à échapper eux-mêmes à la mort qui les assaille.

Je vois — oui, je vois — ce spectacle navrant que me présente la fuite éprouvée, le « sauve-qui-peut » de cette foule traînant avec elle, sur elle ou à sa suite, les pauvres hardes, les quelques provisions et les menus objets qu'il lui est possible d'emporter.

Mes yeux se détournent de ce lamentable défilé ; mais, déchirées par les sanglots des mères, par les cris de frayeur des enfants, par la clameur furieuse des hommes, mes oreilles m'y ramènent.

M'y ramènent aussi le vomissement des avions porteurs de bombes, le grondement des canons juteurs d'obus, le crépitement de la mitrailleuse de projectiles meurtriers, la rafale monstrueuse de ce matériel de massacre tendant à paralyser ou, pour le moins, à ralentir cette course précipitée vers le refuge et la sécurité.

Songe affreux ? — Non. Cauchemar d'épouvante ? — Non. Je suis pleinement éveillé et conscient.

Hélas ! Cent fois hélas ! C'est la dramatique réalité.

Si j'en doutais, toute incertitude serait rapidement dissipée ; car, dominant ce fracas infernal et comme si brusquement le silence — un silence de mort — s'était fait, j'entends distinctement une voix d'une sonorité éclatante.

C'est une émouvante lettre qui me parvient à l'instant de Barcelone :

**FRERES DE TOUS LES PAYS ET VOUS, SURTOUT, FRERES DE FRANCE, ECOUTEZ :**

« A quoi songez-vous et que faudra-t-il dire et faire pour vous arracher à votre criminelle indifférence ?

« Il est vrai que, de votre part, les paroles d'encouragement, les serments d'amitié, les promesses de fraternelle solidarité ne nous ont jamais manqué.

« Il est vrai que, grâce aux souscriptions que vous avez recueillies, vous nous avez soutenus. Mais dans une si faible mesure !

« Des vivres, des vêtements, des produits sanitaires, c'est bien quelque chose et ce que, dans ce domaine, vous avez fait pour nous venir en aide, nous ne l'oublierons pas, nous ne l'oublierons jamais.

« Mais, estimatez-vous que, ce faisant, vous avez rempli à notre égard tout votre devoir et que vous avez fait tout ce que, depuis vingt et un mois, nous sommes en droit d'attendre de vous ?

« N'avez-vous pas compris et maintes fois déclaré que notre victoire serait votre victoire et que notre défaite serait votre défaite ?

« Ne le pensez-vous plus ?

« Ou bien seriez-vous de ceux qui se rangent du côté des vain-

queurs et abandonnent ceux qui menacent l'écrasement ?

« Nous avons déjà perdu un nombre considérable des nôtres, les plus vaillants, les meilleurs. Nous laisserez-vous assassiner tous ?

« Nous ne pouvons pas, nous ne voulons pas le croire.

« FRERES,

« N'écoutez pas ceux qui prétendent que la victoire des armées italiennes et allemandes de Franco est désormais certaine. Ils mentent.

« La partie continue et nous la jouerons jusqu'à notre dernière carte.

« Notre sang coule et nous ne vous demandons pas de verser le vôtre. Gardez-le pour les luttes que, bientôt peut-être, vous aurez à soutenir vous-mêmes.

« Nous ne vous demandons rien pour nous. Mais nos femmes et nos enfants souffrent de cruelles privations.

« Nous sommes durs à la fatigue, durs à la souffrance, plus durs encore au danger. Mais nous sommes envahis par une profonde tristesse à la pensée que, pour ceux dont nous sommes les soutiens naturels, nous ne pouvons rien.

« Apprenez au monde que les prolétaires de France sont de tout cœur avec les prolétaires d'Espagne.

« Dites-le haut et clair. Il faut qu'on le sache. Clamez-le et prouvez-le en faisant un effort suprême en faveur de nos familles.

« Celles-ci, nous vous les connaissons.

« Vite, vite, volez à leur secours.

« A l'aide ! A l'aide ! Pas de malin, mais aujourd'hui. Frères, nous comptons sur vous !

Tel est le message que je reçois et que je vous transmets, chers amis.

Reslerons-nous sourds à cet appel pathétique ?

C'est impossible.

Hélas ! Cent fois hélas ! C'est la dramatique réalité.

Si j'en doutais, toute incertitude serait rapidement dissipée ; car, dominant ce fracas infernal et comme si brusquement le silence — un silence de mort — s'était fait, j'entends distinctement une voix d'une sonorité éclatante.

C'est une émouvante lettre qui me parvient à l'instant de Barcelone :

« A quoi songez-vous et que faudra-t-il dire et faire pour vous arracher à votre criminelle indifférence ?

« Il est vrai que, de votre part, les paroles d'encouragement, les serments d'amitié, les promesses de fraternelle solidarité ne nous ont jamais manqué.

« Mais, estimatez-vous que, ce faisant, vous avez rempli à notre égard tout votre devoir et que vous avez fait tout ce que, depuis vingt et un mois, nous sommes en droit d'attendre de vous ?

« N'avez-vous pas compris et maintes fois déclaré que notre victoire serait votre victoire et que notre défaite serait votre défaite ?

« Ne le pensez-vous plus ?

« Ou bien seriez-vous de ceux qui se rangent du côté des vain-

## Une idée de l'activité des adhérents de la S.I.A.

Nous avions craint que, le mois de mars passé, le recrutement des adhérents à la S.I.A. ne s'arrête, que le placement des cartes ne se fasse difficilement. On verrà, par la lecture de nos lettres, qu'il n'en est rien. Il est vrai, aussi, que les copains faisant montre d'une si belle activité il est bien difficile de leur résister.

Du camarade Thomas, trésorier de la section S.I.A. de Brest :

« Nous avons déjà rendu 905 fr. 55 se décomposant comme suit : 4 cartes, 85 timbres et 7 listes de souscription. Toutes nos autres listes sont placées aussi. En moyenne, nous avons en tête une cinquantaine.

Du camarade Mouget, du Mans :

« S.I.A. continue ! Continue de grandir ! Nous voici à 80. Et je manque de cartes. Les affiches que nous avons fait apposer dans tous les coins de la ville semblent avoir fait impression. J'ai d'ailleurs profité d'une assemblée générale du syndicat (instituteurs) pour faire un appel en faveur de nos chers compagnons d'Espagne. J'ai eu le plaisir de constater que les camarades sentent le tragique de la situation. Une dizaine d'entre eux adhèrent et d'autres me promettent une adhésion prochaine. Donc envoyez-moi d'urgence 20 cartes et 100 timbres. Mes amis Lulu travaillent bien dans le collectage des médicaments, vêtements, etc.

Du camarade Avenel, de Lille (Seine-Inférieure) :

Il y a-t-il d'autres journaux qui donnent des compléments rendus de la S.I.A. En effet, dans notre région, le champ d'action pour la propagande est assez restreint, et il est possible que des camarades qui sympathiseraient avec S.I.A. s'affaiblissent, au moins au début, de ne trouver des compléments rendus que dans « Le Libertaire », Paul-Émile S.I.A. a-t-il envisagé de faire un journal qui se vendrait certainement bien aux adhérents, et permettrait un plus grand recrutement ? En tout cas, je vous soumet ce suggestion.

Nombre de camarades nous ont écrit dans le même sens qu'Avenel. Et nous sommes sûrs que tous les adhérents à la S.I.A. verront d'un bon œil la naissance d'un tel organe. Il faut dire aux uns et aux autres que nous nous ne refusons pas à demander l'hospitalité de leurs collègues aux journaux sympathiques à la S.I.A., mais que nous n'avons trouvé que « Le Libertaire » pour nous abriter aussi confortablement. Nous sommes nous-mêmes partisans d'un journal S.I.A. ; plus que qui que ce soit nous en sentons la nécessité. Mais c'est l'heure du lancement qui nous tracasse. Est-il opportun de le créer en plein été ? Ne vaut-il pas mieux attendre la veille de l'hiver ?

Du camarade Olmo Mariano, de La Bouilladisse (Bouches-du-Rhône) :

Notre section prend de l'ampleur, elle compte 94 adhérents, nous allons dépasser la centaine ; après nous nous efforcerons d'atteindre les 200. Nous avons réussi à former une sous-section à Barjols, qui, à peine née, compte déjà 21 membres ; elle se mettra directement en relations avec vous.

Du camarade Borsot, à Fosses (Seine-et-Oise) :

Je vous envoie le montant de 8 cartes et 55 timbres. Faites-moi parvenir 5 exemplaires de la brochure et des affiches. Mon champ d'action est assez limité, isolé que je suis en pleine campagne, mais je pense que l'effort le plus modeste est utile. Je soulignerai donc S.I.A. car en ce grave moment peut-être parviendra-t-elle à synthétiser toutes les forces antifascistes, en dehors bien entendu du sordide antifascisme « maison » et front commun.

Du camarade Toulorge, de Carentan :

« Comme promis à Huart je vous fais parvenir les compléments de la conférence. Nous sommes persuadés que vous êtes satisfaits du résultat de notre effort. Notre succès a dépassé toutes nos plus optimistes prévisions, la conférence de Huart a été lumineuse et très réussie. Maintenant que nous en réalisons les échos de nos lettres, que le but s'avère atteint matériellement et moralement. Nous aurons bientôt un bon groupe de la S.I.A.

Des camarades enthousiastes, des camarades franchement heureux du résultat viennent nous trouver absolument débordants de confiance dans un succès jamais atteint dans notre coin. De vieux camarades surtout connaissent toutes les difficultés rencontrées dans ce pays des plus réactionnaires et rétrogrades se félicitent d'une réussite qui n'a pas de précédent. Aussi continuons-nous avec une foi accrue notre propagande de fraternité humaine et de libération.

Du camarade Raphaël, de Nantes :

Je vous envoie 20 fr. pour 10 cartes, 30 fr. pour 30 timbres, et 89 fr. d'une collecte. Tous les mois avec les copains qui ont pris les cartes nous enverrons quelque chose.

Du camarade Kléber Duval, d'Alençon :

Je vous ai adressé un chèque postal de 400 fr. produit de souscriptions. Vous en recevez un autre d'ici peu. Je dois avouer que l'effort en faveur de la S.I.A. est ici insuffisant. Les organisations politiques et syndicales se déclarent bien d'accord. Aussi n'ont jusqu'ici fourni aucun travail. Seuls les instituteurs syndiqués ont donné. J'espère tout de même que l'union locale des syndicats finira par y mettre du sien.

Du camarade Rauzier, de Saint-Gilles (Gard) :

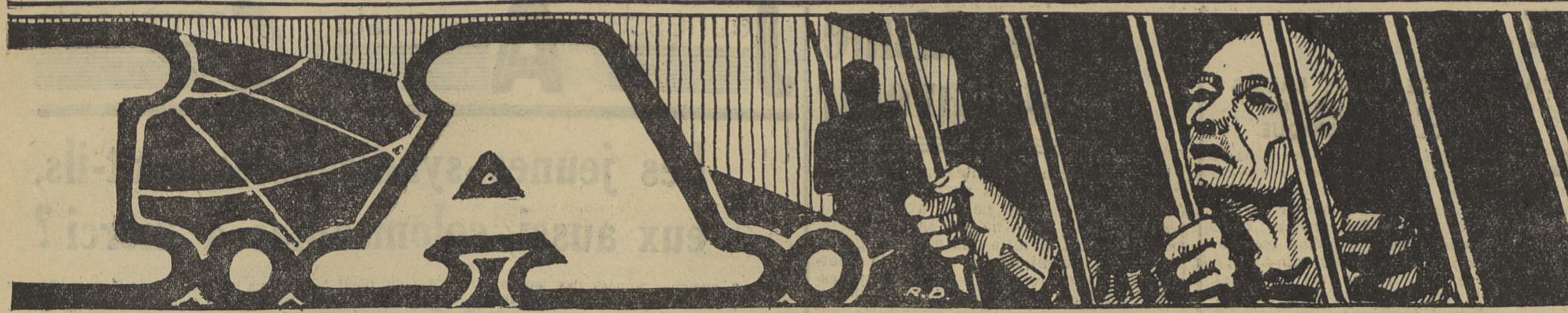
Ici les prolétaires commencent à comprendre qu'ils ont tout à perdre avec l'arrivée du fascisme, aussi il nous est plus facile de les faire adhérer à la S.I.A. Vous voudrez donc bien m'envoyer 20 cartes de plus.

Du camarade Casier, de Narbonne :

J'ai bien reçu les affiches et vous demandez si il est possible d'en avoir encore 200, car j'en distribuerai dans quelques villages où des camarades espagnols en demandent. Pouvez-vous également m'adresser 50 cartes de la S.I.A. et 100 timbres ?

Du camarade Coussinier, au nom de l'active section de Saint-Henri-Marseille :

J'ai bien reçu votre dernier envoi. Mais comme la S.I.A. s'étend de jour en jour, et que le peuple de la vallée de Séon commence à comprendre, je vous dirais que vous m'expédiez par le premier courrier 50 cart



SOLIDARIDAD INTERNACIONAL ANTIFASCISTA. — Secretaria : 26, r. de Crussol, Paris (11<sup>e</sup>) - Tél. Roq. 73-96 - Chèq. Post. : Faucier 596-03

## Por una verdadera unidad

No sabemos si es todavía tiempo de escribir estas líneas. Pero afirmamos que en caso de quedar aún esperanza, solo obrando de la forma que expondremos se podrá obtener la victoria.

Según noticias que nos llegan, hay todavía en las cárceles de España unos 2.500 presos antifascistas. Fueron puestos en libertad otros tantos. Tan pronto salieron a la calle, se fueron a los frentes, para alejar a los milicianos bastante descorazonados por el giro de la guerra.

Tal vez los que quedan entre rejas no sirvan para oradores, pero no nos interesa. El concepto utilitario de la justicia es la negación de la justicia misma; y donde ésta no existe, es difícil levantar el ánimo de los hombres, y despertar su espíritu de sacrificio.

Estamos mal armados, es verdad. Desde el principio de la pelea hemos tropezado con esta dificultad. Pero aun cuando hubiéramos tenido el doble de armas de lo que han tenido los fascistas, estaríamos condenados a perder si no hay armonía, lealtad, rectitud entre las fuerzas antifascistas.

Se ha hablado mucho de estas cosas, todo el mundo las reclama. Pero muchos suelen encubrir con este reclamo su propia violación de lo que es condición de victoria.

La moral puede a veces suplir a la deficiencia material. Pero no hay verdadera moral donde no hay unidad sincera. Y no hay unidad sincera, ni es posible, allí donde unos encarcelan a otros.

No podemos olvidar que lo que ocurre ahora es consecuencia de la situación en la que se ha dejado, desde el principio de la lucha, al frente de Aragón. Sin este sabotaje, que pagamos con decenas de miles de existencias, y con la pérdida de tanto territorio, no estaríamos abocados adonde nos encontramos.

En estos momentos, nuestras fuerzas toman la ofensiva en Guadalajara, en Extremadura, en Andalucía, para tratar de descongestionar el frente catalán. Es la primera vez, desde que la guerra ha empezado, que se intenta movimientos de diversión, ayuda lejana, pero eficaz, de un frente amenazado, por otros.

El Norte ha caído sin que se tome esa iniciativa, cuando Madrid sufría de los embates de la bestia fascista, nada se hacía por otros lados. Lo mismo que cuando cayó Málaga.

Sólo se pidió el apoyo, la acción del frente aragonés, para despresigiarlo, a sabiendas de que se le condenaba a la inacción, privándolo sistemáticamente de armas, exponiéndolo a caer, a la menor embestida.

## ¿Qué ha sido de Maroto?

Según noticias que acabamos de recibir, se tiene en Barcelona, la casi seguridad, y hay quien está seguro de que Maroto ha sido fusilado.

No nos sorprendería, porque era el mejor guerrillero de Andalucía, el hombre más capaz de conducir allí las tropas a la victoria y hacer un movimiento de diversión para ayudar a Cataluña. Cerrase.

Esperamos que el pesimismo que cunde en Barcelona sobre la suerte de este héroe de la lucha antifascista pueda desvanece.

Pero la seguridad es casi absoluta, y no nos hacemos muchas ilusiones.

## ¡Compañero antifascista!

Reservad vuestra noche del Sábado 30 de Abril para asistir al ACONTECIMIENTO CINEMATOGRAFICO que se celebrará en la SALA SUSSET, Quai de Valmy (métro : Jean-Jaurès)

Donde por primera vez en París se proyectará la gran película titulada.

### AURORA DE ESPERANZA

En Siete partes sonora y hablada en Español. — Realizada por el Sindicato de Espectáculos Públicos de Barcelona.

Esta representación es privada; procurarse las cartas de invitación en los Comités Antifascistas.

## En socorro de Cataluña

Quien escribe estas líneas no es catalanista. No se tomen nuestras palabras como dictadas por un sentimiento regionalista inexistente en nosotros, y que postergaría el resto de España con relación a la región donde se ha establecido el gobierno central, sin haber hecho gran cosa para defenderla, sea dicho de paso.

Pero lo único que podemos ayudar directamente hoy, es Cataluña. La España antifascista ha quedado cortada en dos por las fuerzas italo-hispano-alemanas. Por un lado, está la región catalana. Por otro, Levante, parte de Castilla, de Andalucía y Extremadura.

Franco y su gente cuentan con un factor poderoso: el hambre. Cataluña es una región industrial, que no produce para alimentarse, la cuarta parte de lo que necesita. Cataluña produce tejidos, zapatos, cueros, máquinas, muebles, cosas todas que no se comen. Cambiaba estos productos con las regiones agrarias de España, especialmente Castilla. El cambio disminuyó enormemente a causa de la guerra. Ha sido cortado completamente ahora.

Aragón podía ser una ayuda. Lo ha sido. No tanto como se suponía, porque se ignoraba demasiado la escasa cantidad de trigo de que esta región puede disponer normalmente para intercambiar. Pero, de todos modos, algo podía suministrar en alimentos vegetales y en carne. Pero Aragón ha sido conquistado por el enemigo.

Además, ha sido conquistada una parte agraria de Cataluña. Lo que le queda en producción vegetal se compone sobre todo de uvas y patatas. Pero esto no basta para alimentar a una población, y además, hay para rato antes de cosechar cada uno de estos productos.

La población catalana es hoy casi el doble de lo que era antes. Hay refugiados de Castilla, de Madrid, de Andalucía, de Aragón. Hay los de la provincia de Lérida invadida por el enemigo. Hay los de la parte levantina que acabamos de perder. Y si, antes de esta llegada de los últimos refugiados, faltaba ya alimentos en la forma angustiosa que se ha señalado, fácil es suponer cuál será ahora la situación.

No sabemos hasta qué punto se tiene armas para resistir. No queremos manifestar al respecto ni optimismo ni pesimismo. Sabemos que mucha promesas oficiales no han sido cumplidas. Pero esto es cosa aparte.

Debemos, en lo que nos concierne, cumplir con nuestro deber. Y nuestro deber es impedir que Cataluña caiga de hambre, además de atender a la campaña pro apertura de la frontera que la S.I.A. ha llevado a cabo sin interrupción.

Suministrar víveres a Cataluña es una obligación imperiosa que todos debemos comprender, sentir y cumplir. Los planes del enemigo no deben ser secundados por nuestra pasividad, por nuestra indiferencia. La falta de alimentos no debe hacer caer a los chicos, a las mujeres en las calles de las ciudades, en los hogares ensombrecidos, en las fábricas y los talleres.

Cataluña debe comer, debe mantenerse. Y la ayuda debe venir del exterior. Debe venir sobre todo de nosotros. No valen en estos momentos los regionalismos estúpidos en pro o en contra de esta o aquella parte de nuestro país. Vale únicamente la solidaridad con toda la España antifascista, la ayuda aportada a los que más la necesitan. Porque al caer un sector tan importante del frente antifascista, todo el frente será arrastrado en la caída.

No hay pues que doblar los esfuerzos. Hay que multiplicarlos por diez. La población heroica y mártir que soporta la guerra y la lleva a cabo come cinco veces menos que nosotros, por poco que comamos. Pensemos en esto. Y si mañana lo peor sucediera, no tengamos el remordimiento de no haber hecho lo que debíamos, lo que podíamos por salvar a España de las garras del fascismo.

## Federación de comités de acción antifascista

**REGIONAL DEL SENA :** 33, Rue de la Grange-aux-Belles, Paris, 10<sup>e</sup>

**DOMINGO 24 ABRIL 1938**

a las 2 h. 30 de la tarde

**GRAN ACONTECIMIENTO TEATRAL**

con el concurso del Grupo Artístico

**CULTURA POPULAR**

en la Sala de Lancry

10, Rue de Lancry, 10, Paris

**A BENEFICIO DEL PUEBLO ESPAÑOL**

con la Representación por primera

vez en París

de la grandiosa obra palpitante

de actualidad

**19 DE JULIO**

**EL TRIUNFO DEL PUEBLO**

**Nota.** — Se pueden retirar las

CARTAS DE INVITACION en el

Comité Regional : 33, Rue de la

Grange-aux-Belles, en todos los

Comités Locales, en la secretaría

de la S.I.A. : 26, Rue Crussol en

la administración de « Nueva

España Antifascista » y en la sala

el día de la representación.

**MEDIOS DE COMUNICACION :**

**METRO :** Lancry y Republique

**AUTOBUSES :** Adyacentes

Place Republique

Las puertas de la sala se abrirán a las 2 en punto — Telón a las 2 h. 45.

**A TODOS LOS ANTIFASCISTAS!**

« 19 de Julio... o El Triunfo del Pueblo »

Es el reflejo fiel de la gesta gloriosa que el proletariado español ha escrito en los anales de la Historia del Mundo.

« 19 de Julio... fué la fecha que quedó grabada en todos los corazones del proletariado universal.

En esta obra se destacan todos los tipos odiosos que han sido capaces de tal iniquidad, el alto clero, el militarismo autoritario y dictador, el capitalista cerril y fanatizado por ellos.

Antifascistas españoles nunca mejor que ahora que la España del Pueblo está en pie y en momentos tan críticos parecidos a aquella fecha para que acudais todos a aplaudir nuestro « 19 de Julio... » y demostrar con vuestra presencia la Solidaridad hacia los que con tanto heroísmo defienden la Libertad del Mundo.

## Notas desde España

### PARA LA HISTORIA

Hay una hecho que conviene recordar, para la futura historia de nuestra lucha. Es la pobreza de los resultados obtenidos por la dirección centralista y única de la guerra antifascista.

Tal vez haya quienes opinen que no es éste el mejor momento para hablar de tales cosas. Pero hay que decirlo o señalarlo mientras podemos. Dentro de algunas semanas, tal vez no sea posible.

Se sabe que el frente de Aragón no se movía antes porque carecía de armas. ¡Cuantas campañas se hicieron en su contra, acusándolo de perezoso, de insolidario, de fascista y otras lindezas! Los que estaban en el secreto de las cosas sabían que no se movía porque no tenía armas, cosa que no podíamos decir para que no se nos acusara de hacer el juego al enemigo, diciéndole por donde podía atacar.

Como si no lo hubiera sabido!

Pero vino la militarización. Vino el encuadramiento de las milicias en el « ejército popular ». Vino la supresión de la consejería de guerra en Cataluña, y el nombramiento de un jefe militar único, responsable ante el Gobierno central y dirigido por él: el general Pozas. Vino la centralización de todo el ejército en las manos de un solo hombre...

Ya no podía decirse que éramos nosotros responsables de lo que ocurría en el frente aragonés. Hace casi once meses que esto ocurrió. En once meses, hubo tiempo de organizar las cosas, de movilizar fuerzas, de entrenar hombres, de construir trincheras, de reformar los mandos, de establecer líneas de defensa, de hacer un sinfín de cosas.

Los resultados de lo que se ha hecho están a la vista. Es posible que se trate de explicar lo sucedido por la « huída cobarda de los soldados ». Ya se rumorean estas cosas, y no faltan malnacidos ni imbéciles que las repiten. Pero ya que escribo para lectores que se encuentran en Francia, les pido que relean los periódicos en los cuales se relata la llegada de las tropas que debieron pasar los Pirineos. Estos periódicos no llegan aquí. En ellos se verá que los combatientes de la libertad tenían armas de los más antiguas mezcladas con armas modernas. Desde escopetas de caza hasta fusiles buenos, pistolas viejas y otras mejores, a veces un simple puñal.

Venga la culpa de donde venga, ahí está la causa. Nuestros soldados

## S.I.A. sigue y seguirá en pie

S.I.A. sigue y seguirá en pie. S.I.A., lo hemos hecho constar desde el principio, no ha sido creada para ser una sucursal de la Cruz Roja, una nueva asociación de beneficencia que tiende a mitigar el dolor sin hacer frente a sus causas. Solidaridad Internacional Antifascista es una organización de combate. De combate contra el fascismo. Ha nacido al calor del hecho español, ha sido constituida inicialmente en España, pero su acción no se limita en este país, ni a este solo aspecto de la lucha.

S.I.A. es una organización mundial, que lucha sobre el plano mundial. Liquidado en asunto de España, el combate continuará. Si perdemos, continuaremos en la misma España, porque lucharemos contra Franco en su propio terreno, lo mismo que los antifascistas italianos luchan contra Mussolini en Italia, sea dentro de las fronteras, sea desde fuera, sea coordinando los dos aspectos de este movimiento.

No pensamos, en caso de que vengan, las armas alemanas y los « voluntarios » italianos, portugueses, riéños, marroquíes, los legionarios, ráfidos de bandidos de todas las naciones que pelean por cuenta de Franco, no pensamos, retendremos bien, abandonar la lucha. Este combate de España es un episodio de las convulsiones del mundo, de un mundo que está cada vez más encerrado en sus contradicciones, y que se hundirá en una u otra forma.

Y en este combate, habrá más ataques nuestros, habrá más víctimas que socorrer. Las habrá en todas las naciones europeas, las habrá en América del Sur donde el fascismo extiende cada vez más sus garras, las habrá en Oriente, las habrá en África... Siempre las hubo. Pero están en mayor número, y por esto se justifica la creación de una organización encargada no solamente de socorrer a los que caen en la batalla, sino también de auxiliar los esfuerzos para hacer morder el polvo a la represión.

No lo olvidéis, pasa lo que pase, S.I.A. sigue y seguirá en pie. Por el momento acude a lo más urgente. Concentra sus esfuerzos sobre España. Los concentra ayudando económicamente, pero también políticamente, desde el punto de vista escudo de la lucha.

Fundada para combatir por la libertad del mundo, S.I.A. se mantendrá mientras haya tiranos y represiones.

dos estaban desarmados, como lo fueron siempre en este frente. Y no fueron exterminados, a pesar del mando único, porque pudieron pasar por los Pirineos. Porque toda la organización gubernamental se olvidó decirles que se retiraran a tiempo.

Tengo la impresión de que estos hechos tienen una cierta importancia histórica. ¿Y tú, lector?

ANTIFASCISTA.

## Federación de comités españoles de acción antifascista en Francia

Esta Federación cuya actividad es ejemplar, acaba de remitirnos su Estado de cuentas correspondiente al mes de marzo.

Las entradas son las siguientes :

Total de donativos .....	105.769 45
Venta propaganda .....	3.461 80
Regional del Ródano, para comprar mercancías .....	39.769 45
Recibido para gastos de paquete .....	14.775 "
Cambio de 4.838 pesetas por .....	1.307 10
Gira cine en los Pirineos Orientales .....	3.921 40
Comité Pro-Spagua para un encarcelado .....	100 "
Devolución gasto camión por Reg. del Ródano .....	591 70
Narbonne, para « Mujeres Libres » .....	333 "
Beneficio gira mitines Carcassonne .....	367 90
En caja al 28 de febrero .....	51.292 0

## SAVEZ-VOUS QUE...

### LE STATUT DU TRAVAIL EST UNE ARME CONTRE LA CLASSE OUVRIERE

**L**a délégation de pouvoirs demandée, à la veille de sa chute, par le gouvernement Blum, concernait, entre autres mesures, l'achèvement du Statut du travail.

Quels sont les aspects exacts du statut envisagé ?

La classe ouvrière réclame principalement l'échelle mobile des salaires, garantie de leur pouvoir d'achat, le contrôle de l'embauchage et du débauchage, le maintien et l'augmentation des pouvoirs des délégués du personnel ; elle demande que le droit de grève ne soit point limité.

La bourgeoisie accorde, au lieu de l'échelle mobile des salaires, l'arbitrage obligatoire, qui ne peut en rien lui être comparé. La seule des lois du Statut moderne du travail qui fut jusqu'ici adoptée — le 5 mars 1938 — est la loi sur les procédures de conciliation et d'arbitrage obligatoires. En cas de variation notable du coût de la vie, les arbitres ou le surarbitre doivent proportionner les salaires à la variation constatée, ce qui ne signifie point une hausse qui correspond exactement au coefficient du coût de la vie, mais seulement une certaine hausse proportionnelle. La demande en révision n'est recevable que si la variation indiquée par l'indice officiel du coût de la vie, atteint 5 %.

Cette révision — sauf si l'élévation de l'indice atteint 15 % — ne pourra être effectuée que tous les six mois. Enfin, il faut surtout noter que les salaires sont adaptés « à moins que ne soit apportée la preuve que ce rajustement est incompatible avec les conditions économiques de la branche locale, régionale ou nationale d'activité économique, pour laquelle a été formulée la demande d'ajustement... ».

Le projet de loi qui concerne le contrôle de l'embauchage et du débauchage, n'oblige qu'en principe les patrons à s'adresser aux offices publics de placement, les exceptions sont multiples.

La loi n'évitera nullement le refus d'employer des ouvriers en raison de leur activité syndicale, ni leur licenciement, pas plus qu'elle n'empêche un patronat de combat d'embaucher d'une façon systématique les membres des syndicats professionnels !

Les pouvoirs des délégués du personnel sont ainsi définis par l'article 5 du projet de loi : « Transmettre à la direction toutes les réclamations individuelles et collectives relatives aux conditions de travail, à la réglementation du travail, à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs ». Le délégué qui excédera les limites de son mandat pourra être déchu de sa qualité de délégué par le conseil de prud'hommes ou par le juge de paix. Le juge ment sera définitif et sans appel. Le délégué sera éligible aux fonctions de délégué du personnel de l'établissement durant un délai de un à trois ans. Comme un employeur pourra toujours déclarer qu'un délégué a dépassé les limites à lui traces... »

En examinant, pour terminer, le projet sur les grèves déposé par Chautemps, on ne peut que constater le désir du gouvernement de Front populaire de rendre les grèves impossibles ou inefficaces, sous couvert de les réglementer. Une grève devra être acceptée ou refusée par les salariés de l'entreprise, au scrutin secret; cette mesure a pour but d'éviter tout déclenchement rapide de grève suivant au moment propice, et aussi de rendre difficiles les mouvements qui intéressent plusieurs entreprises et demandent une action d'ensemble. Duns le meilleur des cas, la majorité des salariés se prononçant pour la grève, l'entreprise sera seulement neutralisée, à condition que son fonctionnement ne soit pas indispensable à la subsistance ou à la sécurité de la population ni à la vie des autres entreprises. Si cela était, le gouvernement prendra les mesures nécessaires pour assurer le fonctionnement..., en accord avec les employeurs et les travailleurs intéressés, à défaut par intervention directe.

Il n'est nul besoin d'insister pour montrer que le Statut moderne du travail n'est qu'une redoutable tentative d'étranglement de la classe ouvrière, le musellement de ses syndicats.

Ces derniers temps, plusieurs brochures intéressantes ont été publiées sur le Statut moderne du travail. Signalons, en particulier, celle, précise et claire, éditée par la Fédération socialiste de la Seine.

## AU PAYS DES « AVEUX SPONTANÉS »

### L'odyssée d'un antifasciste italien qui ne voulut pas "avouer"

Le témoignage que nous publions émane d'un ouvrier, ex-membre du parti communiste italien, qui s'était rendu en 1933 en Russie avec l'autorisation du Secours Rouge. Cette autorisation lui avait été donnée en raison de la peine sévère qui le menaçait en Italie (8 ans de prison) et du fait de son expulsion d'une série de pays européens. Ce témoignage est extrêmement précis, car il permet de comprendre parfaitement les procédés conduisant aux « aveux de Moscou ». Son style dépouillé, qui ne laisse place qu'aux faits bruts, en est d'autant plus élloquent. C'est notre ami Henry Poulailler qui nous communique ce document auquel nous n'avons apporté aucune modification.

De 1933 à 1938, j'ai travaillé en tant que communiste convaincu. Je fus exclu de mon parti en 1934 « pour apachisme », les dirigeants prenant ce prétexte d'une bagarre que j'eus, sur un chantier, avec un « Kom-somolète » (jeune communiste) qui cherchait à me voler mes outils. La cause véritable de mon exclusion fut l'indignation que j'éprouvai à la vue des conditions épouvantables dans lesquelles vivaient les ouvriers en URSS.

Je fus « primé » au cours des dernières années ; cette prime consistait en une cham-

### L'IMPORTANCE ET LES CAUSES DE LA NATIONALISATION DU PÉTROLE AU MEXIQUE

**L**e Mexique, qui a nationalisé ses puits de pétrole, vient au septième rang des pays producteurs (6.964.000 tonnes en 1937). La superficie des terrains exploités par les entreprises pétrolières est d'environ 100.000 hectares ; elle ne représente qu'une belle partie des 71 millions d'hectares considérés comme terrains pétroliers possibles. Alors que les ressources en pétrole sont exploitées seulement dans trois Etats de la Fédération mexicaine, de grandes réserves figurent reconnues dans onze Etats ou Territoires. L'industrie d'extraction du pétrole se place, avec les mines, au premier rang de l'économie mexicaine. Les capitaux investis dans cette industrie atteignaient en 1930 35,5 % du total. Des milliers d'ouvriers étaient employés par les Compagnies. Cependant, l'extraction du pétrole ne constituait pas vraiment une source de prospérité pour le Mexique, les profits étant appropriés par les capitalistes étrangers. Sur un total d'environ un milliard de pesos engagés dans cette industrie, la part du capital américain était de 52 %, celle du capital anglo-hollandais (Royal Dutch-Shell), de 41,5 %.

Les principales raisons ayant provoqué la nationalisation sont les suivantes :

Le sol et le sous-sol du Mexique appartiennent à l'Etat selon la Constitution de 1917 (article 27).

Le Mexique a pris, dans sa grande majorité, parti pour la République espagnole et les Compagnies pétrolières approvisionnent Franco en pétrole et le soutiennent financièrement.

Les Compagnies favorisent, au Mexique, des organisations de caractère fasciste (chimises jaunes).

Les bénéfices réalisés par les Compagnies sont élevés, encore que la Mexican Eagle proche au gouvernement mexicain d'imposer à celles-ci des charges exorbitantes, en les condamnant à payer à leurs ouvriers le montant de la demande de ces derniers (60 millions de pesos, alors que les bénéfices de ces trois dernières années n'excédaient pas 22 millions). Il faut ici remarquer que la Mexican Eagle revend à des prix réduits le pétrole à une filiale, la Canadian Eagle ; que les véritables bénéfices obtenus existent donc chez celle-ci.

Signalons que les capitaux investis dans les entreprises pétrolières doivent, d'après le gouvernement mexicain, être remboursés d'ici dix ans, à l'aide des produits de l'exploitation.

Pour essayer de prévoir les conséquences de la nationalisation des pétroles, il faut envisager d'abord les résultats probables sur l'économie mexicaine. Les Etats-Unis avaient suspendu, à la date du 1<sup>er</sup> avril, leurs accords avec le Mexique au sujet des achats d'argent-métal dans ce pays. Cette mesure pourrait avoir des conséquences notables pour l'économie de celui-ci, la production d'argent-métal y occupant une place considérable, et les Etats-Unis en acquérant chaque année une importante partie (en 1937, achat de 60 millions d'onces, représentant les deux tiers de la production). Depuis, le secrétaire américain du Trésor déclaré que le gouvernement des U. S. A. effectuerait comme par le passé ses achats d'argent-métal au Mexique. D'autre part, le transport et la vente du pétrole mexicain étaient assurés par les Compagnies dépossédées, la production de la Mexican Eagle, en particulier, était transportée par une filiale, l'Eagle Oil Shipping Co., et vendue par deux Sociétés dépendant, comme la Compagnie productrice, de la Royal Dutch, la Shell New Co. et l'Anglo-Mexican Petroleum Co. Qui, maintenant transporter le pétrole ? L'Etat mexicain, remplaçant les Sociétés pétrolières sur le marché mondial, ne devrait-il pas procéder à de très nettes réductions de prix pour pouvoir écouter le produit nationalisé ? Du point de vue financier, il faut noter que la partie du dollar s'élève rapidement de 3 pesos à près de 5 pesos.

En ce qui concerne les échanges internationaux, l'abaissement du prix du pétrole et du prix de l'argent-métal — apparaît comme une possible conséquence de la nationalisation de l'industrie pétrolière mexicaine.

## L'anarchisme c'est l'avenir

Il sera difficile de contester, désormais, aux anarchistes et plus particulièrement à l'Union anarchiste, de ne pas avoir de programme social et de ne pas savoir exactement ce qu'est la lutte que doit engager le prolétariat révolutionnaire contre la bourgeoisie et les oppresseurs — tous les oppresseurs. En effet, la conférence de la Fédération parisienne de l'Union anarchiste, qui a eu lieu jeudi 14 avril, salle Lencry, a prouvé, encore une fois, que les anarchistes sont autre chose que des idéalistes illuminés.

Malgré les occupations d'usines, où beaucoup de nos camarades sont en grève, et le lacérage systématique de nos affiches, la cause est pleine lorsque Coudry, qui préside, prend la parole. En quelques phrases, il expose les buts de cette conférence : redonner à l'anarchisme son vrai visage de doctrine de classe. Puis il donne la parole à Frémont.

Sans démagogie, clairement et simplement Frémont démontre tout d'abord, sans peine, la faillite du gouvernement de Front populaire : Le Rassemblement populaire avait promis le pain, la paix, la liberté ; il avait demandé aux ouvriers de le porter au pouvoir afin d'appliquer son programme. Quels sont aujourd'hui les résultats ? Le Front populaire a fait faillite, déclare très justement Frémont, il a non pas seulement fait faillite, mais, ce qui est plus grave, il a permis aux patrons de combat d'engager l'offensive contre les revendications arrachées par les grévistes de juin 1936.

Aujourd'hui plus que jamais, l'anarchisme, c'est l'avenir. Partout, le marxisme a fait faillite et a conduit la classe ouvrière dans les bras du fascisme. En Italie, en Allemagne, en Autriche, les partis de gauche ont abdiqué ; en Russie, le bolchevisme a créé un régime qui n'a rien à envier à ceux de Hitler ou de Mussolini.

En Espagne, les ouvriers de la F.A.I. et de la C.N.T. ont prouvé leurs capacités constructives. Ils ont mis l'anarchisme au rang des grandes doctrines sociales. Ils n'ont pas mis leur confiance dans les partis politiques.

C'est ce que doit faire le prolétariat français. N'avoit confiance qu'en lui-même ; n'avoit confiance qu'en lui-même ; travailleur au redressement de la C.G.T. qui, sous la tutelle des partis politiques, a abandonné la lutte de classe ; se refuser à l'Union Nationale, prélude de la guerre impérialiste ; lutter contre notre propre fascisme et travailler à la préparation de la Révolution sont les conditions indispensables pour assurer définitivement le Pain, la Paix et la Liberté.

Puis Doutreau prend la parole. Nos détracteurs veulent assimiler l'anarchisme à une doctrine utopique et métaphysique, dit-il, malheureusement pour eux, les événements leur donnent tort. Comme les sciences mathématiques le communisme libertaire se vérifie exact et réalisable. Il n'est pas utopique mais purement scientifique. Après la lamentable faillite de la social-démocratie et du bolchevisme notre doctrine prend la place qui lui était due.

Un contradicteur demande si nous sommes d'accord avec la position de la C.N.T.

Fremont lui répond dans l'affirmative et explique les raisons qui motivent cet accord.

Bonne conférence et souhaitons d'avoir les possibilités d'en organiser de semblables plus souvent.

## 12 JUIN

C'est ce jour-là — un dimanche bien entendu — qu'aura lieu dans le Parc de Livry-Gargan la Fête champêtre du « Libertaire ».

Tous les amis, tous les lecteurs du « Libertaire » y seront.

Que tous retiennent leur journée !

Jeunesse Anarchiste Communiste

## Les jeunes syndicalistes sont-ils, eux aussi, colonisables à merci ?

qui n'est pas permis l'immigration de la plus basse des classes dans le mouvement ouvrier.

Pour eux, la question s'est posée sous un angle unique. Garder les places. Par peur d'être déboulonnés par les jeunes, ils ont brisé leurs tentatives d'organisation.

Déboulonnés, aujourd'hui, par le poliburo du P. C. F., ils manifestent le même aveuglement.

\*\*

Des camarades syndicalistes de différentes écoles, mais tous attachés aux principes de l'unité syndicale, ont constitué, après l'unité, un mouvement intitulé : Jeunesse syndicalistes de France.

Le Bureau confédéral n'a ni approuvé, ni débrouillé cette initiative. Mais rien de tel pour aider au développement de cette organisation.

Les « Jeunesse syndicalistes de France » végètent malgré le dénuement des animateurs.

Pourtant, si elles 5.000.000 d'adhérents, de la C. G. T. peuvent compter au minimum 1 million et demi à deux millions de jeunes.

Les staliniens ne les négligent pas. Dans les syndicats dont ils ont la direction, ils s'occupent activement à les détournir de la conception syndicale. L'éducation est, bien entendu, inexistant. Une propagande assidue est faite pour amener les jeunes à s'intéresser au sport. On organise les loisirs. On fait de la musique. Il est fréquent de voir un jeune syndiqué ignorer le « Peuple », mais se délecter à la lecture de l'« Auto ». C'est une autre forme de la colonisation.

\*\*

Il est encore temps de réagir. Les jeunes doivent trouver un appui solide auprès des militants syndicalistes. Ceux qui se lamentent devant l'assassinat du mouvement syndical doivent entendre ceux qui, parmi la jeunesse ouvrière, leur crient : « Il faut lutter. Réagissez et nous serons à vos côtés pour redonner au syndicalisme son vrai visage, en en chassant les politiciens et les aventuriers ».

Jacques SANVIGNES.

## JEUNE TRAVAILLEUR

adhère à la J. A. C.

salle du boulevard Blanqui, jouant aux cartes, dansaient, répétaient de jolies petites pièces ou chantaient en cœur des tendres chansons.

Tous les prétextes furent bons pour nous empêcher de former une organisation d'éducation syndicale et de combat pour les jeunes cégétistes.

\*\*

L'unité de Toulouse est venue. Les dirigeants ex-confédérés n'ont su que se camponner à leurs bureaux. Ils se sont laissé coloniser. Ils ont laissé les staliniens accompagner les nouveaux syndiqués de juin 1936 et influencer la grande masse des jeunes. Dans le mouvement syndical français, les politiciens ont les mains libres. Rares sont les syndicalistes qui, par leur action, s'opposent à ce que la C. G. T. devienne le Sénat du Kremlin.

Si les ex-confédérés n'avaient pas, stupide et égoïstement, empêché la création de la jeunesse syndicale, s'ils ne s'étaient pas opposés à ce que les jeunes soient éduqués, instruits, reçoivent une formation syndicale, les colonisateurs auraient eu devant eux une force

Tous les soirs, de 18 heures à 19 heures, une permanence de la J. A. C. est assurée. Militants, venez nombreux au local, 9, rue de Bondy.

## NOTRE LIBRAIRIE

### OUVRAGES DIVERS

La Douleur Universelle

par S. Faure 15 fr.

Le Socialisme en danger

par Domela Nieuwenhuis 12 fr.

Exceptionnellement pour nos lecteurs,

nous laissons ces quelques ouvrages aux prix suivants :

Premier colis

Marianne à la curée

de Fernand Kolney. val. 10 fr.

Les Plus Belles Pages

de Laur. Tailhade. val. 20 fr.

Laurent Tailhade au

pays du rufle, valeur 10 fr.

soit au total ..... 40 fr.

pour 13 francs franco.

2<sup>e</sup> colis

L'Abécédaire du Capital

de K. Marx, par C. Cafiero, valeur ..... 6 fr.

Le Militarisme et la

Société Moderne,

(G. Ferrero), valeur 15 fr.

La véritable Révolution

sociale, de Sébastien

# La vie de l'Union Anarchiste

Les camarades désireux de militier à l'Union Anarchiste et à la J. A. C. pourront envoyer leurs adhésions à l'Union Anarchiste, 9, rue de Bondy, Paris-10<sup>e</sup>, qui transmettra aux groupes locaux.

On trouve des groupes de l'U. A. dans les localités suivantes :

## SECTION PARISIENNE

III<sup>e</sup>, IV<sup>e</sup>, Ve et VI<sup>e</sup>, XI<sup>e</sup> et XII<sup>e</sup>, XIV<sup>e</sup>, XV<sup>e</sup>, XVI<sup>e</sup> et Boulogne-Billancourt, XVII<sup>e</sup>, XVIII<sup>e</sup>, XIX<sup>e</sup>, XX<sup>e</sup>.

Antony, Asnières, Aulnay-sous-Bois, Bagnolet, Blanc-Mesnil, Bondy, Champigny, Canton de Charenton, Choisy-le-Roi, Clamart, Cligny, Courbevoie, La Garenne, Erment, La Ferté-sous-Jouarre.

Goussainville, Issy-les-Moulineaux, Ivry, L'Hay-les-Roses, Levallois-Perret, Livry-Gargan, Montreuil-sous-Bois, Montereau, Noisy-le-Sec, Noisy-le-Grand, Orly, et Villeneuve-le-Roi, Palaiseau, Pontault, Le Pré-Saint-Gervais, Viry-Châtillon, Vitry.

## PROVINCE

Aimargues, Alès, Amiens, Annecy, Brest, Carcassonne, Chambéry, Coueron, Dijon, Grenoble, Le Havre.

Le Mans, Lille, Lyon-Ville, Villeurbanne, Montpellier, Nantes, Narbonne, Saint-Claude, Saint-Pons, Saint-Etienne, Saumur, Sète, Interlocal de la Thiérache.

Toulouse, Alger, Lyon-Montplaisir, Lyon-Vaise, Graponne, Maubeuge, Orléans, Roissy-en-Brie, Metz, Perpignan, La Grand'Combe, Reims, Sidi-Bel-Abbès, Nîmes.

Thonon-les-Bains, Valenciennes, Marseille, Saint-Henri-Marseille, Antibes, Fréjus, Chauvigny, Toulon, Saint-Gilles.

## GROUPES J. A. C.

### REGION PARISIENNE

Ier et II<sup>e</sup>, III<sup>e</sup> et IV<sup>e</sup>, XI<sup>e</sup> et XII<sup>e</sup>, XIII<sup>e</sup>, XIV<sup>e</sup>, XV<sup>e</sup>, XVII<sup>e</sup>, XIX<sup>e</sup>, XX<sup>e</sup>.

Aulnay-sous-Bois, Bagnolet, Bagnol, Bobigny, Clichy, Champigny, La Courneuve, Gennevilliers.

Livry-Gargan, Montgeron, Yerres, Brunoy, Montreuil, Le Pré-Saint-Gervais, Villeneuve-Saint-Georges.

## PROVINCE

Alger, Chambéry, Grenoble, Lille, Lyon-Ville, Villeurbanne, Marseille, Montpellier, Saint-Vincent-la-Rivière, Toulouse, Valenciennes.

# PARIS-BANLIEUE

## PARIS-11<sup>e</sup>

Samedi, vers 7 heures, au poste de l'avenue Parmentier, un jeune fils, visiblement pris de boisson, a giflé et frappé à coups de pied une malheureuse femme qui avait commis le crime de vendre à la sauvette. Les camélos qui étaient dans le poste furent eux aussi menacés par cet énergumène. Décidément, que ce soit sous Lanterne ou sous Chiappe, les méthodes sont résolument les mêmes.

## ERMONT

Grande balade sylvestre le dimanche 1<sup>er</sup> mai, à Saint-Leu-la-Forêt.

Départ de Paris-Nord toutes les heures, depuis 7 heures du matin, Repas à emporter, sauf midi, 12 francs. Écis de mauvais temps, les camarades se retrouvent au Café du Commerce, près de la mairie de Saint-Leu.

Pour se rendre en forêt, prendre la route de Chauvry jusqu'à l'Etang Godard — à droite de la route — où le groupe se trouvera, dans un rayon de 100 mètres, direction Sud de l'Etang.

## GENTILLY

Les saboteurs de la Solidarité à l'œuvre ! Le 13 avril nous organisons en commun avec le secours socialiste à l'Espagne une sol-

rée de cinéma où fut projeté le merveilleux film : *Les Traquants de la Mort*, au profit de l'Espagne martyre.

Cela ne plus pas à nos « nacos » locaux qui par leur canard « Front Tricolore » et par tracts incitent la population en garde contre notre soirée, disant que nous voulions célébrer des fonds dont on « ignore la destination ». Nous répondimes par un tract bien senti où les choses furent remises au point. Alors le Loyola-Chauviné, dictateur en herbe, organisa pour le 13, le même soir que nous, une soirée de cinéma gratuite à la mairie avec *l'Or et l'Espresso*.

Pour cette soirée, deux affichages massifs furent faits, et deux tournées de tracts et nous demandons à notre tour : Est-ce que ce sont les contribuables qui paient ou est-ce que c'est avec les fonds collectés pour l'Espagne par les communistes que sont payés les affiches, les imprints, les tractes, les films, la salle que l'on fait payer cher aux autres organisations, le collage et la garde de nuit des affiches ? *Autrement, cela a coûté plus de 1.000 francs*, qui auraient été mieux employés à soulager la misère des malheureux Espagnols écrasés grâce au pétrole soviétique.

Cette odieuse manœuvre n'empêcha pas le succès de notre soirée qui aurait pu avoir un meilleur résultat sans ce sabotage. Merci à ceux qui ont compris et notre mépris à ces diviseurs professionnels. Que Chauviné se souvienne que malgré son zèle digne de la folie : *Un pur trouve toujours un plus pur qu'il épure*.

Réunion du groupe de Gentilly tous les lundis au café Sauvage, place de la Mairie à 20 h. 30.

## SECTEUR DE VILLENEUVE-SAINT-GEORGES

Les Groupes anarchistes de Villeneuve-Saint-Georges, Valenton, Villeneuve-le-Roi-Orly, Choisy-le-Roi, Montgeron, Viry-Châtillon, Savigny-sur-Orge et les individualités des communes environnantes sont invités à l'

### ASSEMBLEE REGIONALE

qui aura lieu le dimanche 24 avril, à 10 heures du matin, salle du Coteau, à Valenton.

Ordre du jour très important.

Autobus pour Valenton à la gare de Villeneuve-Saint-Georges.

## VALENTON

Nous sommes en droit de nous satisfaire de notre réunion. L'esprit antiguerrrier s'est manifesté, malgré la volonté manifestée par les chefs « nacos », qui demanderont aux adhérents de leur parti de ne pas assister à notre réunion.

Les communistes ont-ils véritablement confiance dans leurs chefs, traitres à la classe ouvrière ? Nous avons accueilli avec joie et réconfort, dans la discussion engagée, l'appui des militants du parti socialiste.

Alors que le P. C. n'a pas daigné apporter son point de vue, faire connaître ses intentions anti-guerrières dans les circonstances actuelles, les communistes croient-il qu'en Thorez ou un de leurs chefs a demandé l'augmentation de leurs salaires, de leurs allocations de chômage ? Ont-ils voté pour l'Union sacrée ? Non, certainement. Alors, ont-ils donc peur que l'on montre l'esprit patriotique de leurs dirigeants ? Nous leur demandons de penser à sauver leur peau, avant de songer à la Patrie, suivant les recommandations de leurs représentants parlementaires.

Il est à remarquer que presque tous les orateurs parlèrent du fameux procès de Moscou qui n'avait rien à voir avec le but de ce meeting, et lorsque l'on vit le parti S. P. I. O. monter à la tribune, une grande partie de la salle s'en alla. Sur le milieu d'auditeurs, il n'en restait plus que 600 environ. Nous nous demandons si, après un four semblable, les organisateurs ont encore l'intention de remettre ça. Et qui paie les frais ? Nous sommes fixés une fois pour toute sur la mentalité de ces messieurs, après le vote massif de confiance qui a eu lieu le 16 mars derniers à la Chambre. — Ch. Legry.

Il est à rappeler que presque tous les orateurs parlèrent du fameux procès de Moscou qui n'avait rien à voir avec le but de ce meeting, et lorsque l'on vit le parti S. P. I. O. monter à la tribune, une grande partie de la salle s'en alla. Sur le milieu d'auditeurs, il n'en restait plus que 600 environ. Nous nous demandons si, après un four semblable, les organisateurs ont encore l'intention de remettre ça. Et qui paie les frais ? Nous sommes fixés une fois pour toute sur la mentalité de ces messieurs, après le vote massif de confiance qui a eu lieu le 16 mars derniers à la Chambre. — Ch. Legry.

Il est à rappeler que presque tous les orateurs parlèrent du fameux procès de Moscou qui n'avait rien à voir avec le but de ce meeting, et lorsque l'on vit le parti S. P. I. O. monter à la tribune, une grande partie de la salle s'en alla. Sur le milieu d'auditeurs, il n'en restait plus que 600 environ. Nous nous demandons si, après un four semblable, les organisateurs ont encore l'intention de remettre ça. Et qui paie les frais ? Nous sommes fixés une fois pour toute sur la mentalité de ces messieurs, après le vote massif de confiance qui a eu lieu le 16 mars derniers à la Chambre. — Ch. Legry.

Il est à rappeler que presque tous les orateurs parlèrent du fameux procès de Moscou qui n'avait rien à voir avec le but de ce meeting, et lorsque l'on vit le parti S. P. I. O. monter à la tribune, une grande partie de la salle s'en alla. Sur le milieu d'auditeurs, il n'en restait plus que 600 environ. Nous nous demandons si, après un four semblable, les organisateurs ont encore l'intention de remettre ça. Et qui paie les frais ? Nous sommes fixés une fois pour toute sur la mentalité de ces messieurs, après le vote massif de confiance qui a eu lieu le 16 mars derniers à la Chambre. — Ch. Legry.

Il est à rappeler que presque tous les orateurs parlèrent du fameux procès de Moscou qui n'avait rien à voir avec le but de ce meeting, et lorsque l'on vit le parti S. P. I. O. monter à la tribune, une grande partie de la salle s'en alla. Sur le milieu d'auditeurs, il n'en restait plus que 600 environ. Nous nous demandons si, après un four semblable, les organisateurs ont encore l'intention de remettre ça. Et qui paie les frais ? Nous sommes fixés une fois pour toute sur la mentalité de ces messieurs, après le vote massif de confiance qui a eu lieu le 16 mars derniers à la Chambre. — Ch. Legry.

Il est à rappeler que presque tous les orateurs parlèrent du fameux procès de Moscou qui n'avait rien à voir avec le but de ce meeting, et lorsque l'on vit le parti S. P. I. O. monter à la tribune, une grande partie de la salle s'en alla. Sur le milieu d'auditeurs, il n'en restait plus que 600 environ. Nous nous demandons si, après un four semblable, les organisateurs ont encore l'intention de remettre ça. Et qui paie les frais ? Nous sommes fixés une fois pour toute sur la mentalité de ces messieurs, après le vote massif de confiance qui a eu lieu le 16 mars derniers à la Chambre. — Ch. Legry.

Il est à rappeler que presque tous les orateurs parlèrent du fameux procès de Moscou qui n'avait rien à voir avec le but de ce meeting, et lorsque l'on vit le parti S. P. I. O. monter à la tribune, une grande partie de la salle s'en alla. Sur le milieu d'auditeurs, il n'en restait plus que 600 environ. Nous nous demandons si, après un four semblable, les organisateurs ont encore l'intention de remettre ça. Et qui paie les frais ? Nous sommes fixés une fois pour toute sur la mentalité de ces messieurs, après le vote massif de confiance qui a eu lieu le 16 mars derniers à la Chambre. — Ch. Legry.

Il est à rappeler que presque tous les orateurs parlèrent du fameux procès de Moscou qui n'avait rien à voir avec le but de ce meeting, et lorsque l'on vit le parti S. P. I. O. monter à la tribune, une grande partie de la salle s'en alla. Sur le milieu d'auditeurs, il n'en restait plus que 600 environ. Nous nous demandons si, après un four semblable, les organisateurs ont encore l'intention de remettre ça. Et qui paie les frais ? Nous sommes fixés une fois pour toute sur la mentalité de ces messieurs, après le vote massif de confiance qui a eu lieu le 16 mars derniers à la Chambre. — Ch. Legry.

Il est à rappeler que presque tous les orateurs parlèrent du fameux procès de Moscou qui n'avait rien à voir avec le but de ce meeting, et lorsque l'on vit le parti S. P. I. O. monter à la tribune, une grande partie de la salle s'en alla. Sur le milieu d'auditeurs, il n'en restait plus que 600 environ. Nous nous demandons si, après un four semblable, les organisateurs ont encore l'intention de remettre ça. Et qui paie les frais ? Nous sommes fixés une fois pour toute sur la mentalité de ces messieurs, après le vote massif de confiance qui a eu lieu le 16 mars derniers à la Chambre. — Ch. Legry.

Il est à rappeler que presque tous les orateurs parlèrent du fameux procès de Moscou qui n'avait rien à voir avec le but de ce meeting, et lorsque l'on vit le parti S. P. I. O. monter à la tribune, une grande partie de la salle s'en alla. Sur le milieu d'auditeurs, il n'en restait plus que 600 environ. Nous nous demandons si, après un four semblable, les organisateurs ont encore l'intention de remettre ça. Et qui paie les frais ? Nous sommes fixés une fois pour toute sur la mentalité de ces messieurs, après le vote massif de confiance qui a eu lieu le 16 mars derniers à la Chambre. — Ch. Legry.

Il est à rappeler que presque tous les orateurs parlèrent du fameux procès de Moscou qui n'avait rien à voir avec le but de ce meeting, et lorsque l'on vit le parti S. P. I. O. monter à la tribune, une grande partie de la salle s'en alla. Sur le milieu d'auditeurs, il n'en restait plus que 600 environ. Nous nous demandons si, après un four semblable, les organisateurs ont encore l'intention de remettre ça. Et qui paie les frais ? Nous sommes fixés une fois pour toute sur la mentalité de ces messieurs, après le vote massif de confiance qui a eu lieu le 16 mars derniers à la Chambre. — Ch. Legry.

Il est à rappeler que presque tous les orateurs parlèrent du fameux procès de Moscou qui n'avait rien à voir avec le but de ce meeting, et lorsque l'on vit le parti S. P. I. O. monter à la tribune, une grande partie de la salle s'en alla. Sur le milieu d'auditeurs, il n'en restait plus que 600 environ. Nous nous demandons si, après un four semblable, les organisateurs ont encore l'intention de remettre ça. Et qui paie les frais ? Nous sommes fixés une fois pour toute sur la mentalité de ces messieurs, après le vote massif de confiance qui a eu lieu le 16 mars derniers à la Chambre. — Ch. Legry.

Il est à rappeler que presque tous les orateurs parlèrent du fameux procès de Moscou qui n'avait rien à voir avec le but de ce meeting, et lorsque l'on vit le parti S. P. I. O. monter à la tribune, une grande partie de la salle s'en alla. Sur le milieu d'auditeurs, il n'en restait plus que 600 environ. Nous nous demandons si, après un four semblable, les organisateurs ont encore l'intention de remettre ça. Et qui paie les frais ? Nous sommes fixés une fois pour toute sur la mentalité de ces messieurs, après le vote massif de confiance qui a eu lieu le 16 mars derniers à la Chambre. — Ch. Legry.

Il est à rappeler que presque tous les orateurs parlèrent du fameux procès de Moscou qui n'avait rien à voir avec le but de ce meeting, et lorsque l'on vit le parti S. P. I. O. monter à la tribune, une grande partie de la salle s'en alla. Sur le milieu d'auditeurs, il n'en restait plus que 600 environ. Nous nous demandons si, après un four semblable, les organisateurs ont encore l'intention de remettre ça. Et qui paie les frais ? Nous sommes fixés une fois pour toute sur la mentalité de ces messieurs, après le vote massif de confiance qui a eu lieu le 16 mars derniers à la Chambre. — Ch. Legry.

Il est à rappeler que presque tous les orateurs parlèrent du fameux procès de Moscou qui n'avait rien à voir avec le but de ce meeting, et lorsque l'on vit le parti S. P. I. O. monter à la tribune, une grande partie de la salle s'en alla. Sur le milieu d'auditeurs, il n'en restait plus que 600 environ. Nous nous demandons si, après un four semblable, les organisateurs ont encore l'intention de remettre ça. Et qui paie les frais ? Nous sommes fixés une fois pour toute sur la mentalité de ces messieurs, après le vote massif de confiance qui a eu lieu le 16 mars derniers à la Chambre. — Ch. Legry.

Il est à rappeler que presque tous les orateurs parlèrent du fameux procès de Moscou qui n'avait rien à voir avec le but de ce meeting, et lorsque l'on vit le parti S. P. I. O. monter à la tribune, une grande partie de la salle s'en alla. Sur le milieu d'auditeurs, il n'en restait plus que 600 environ. Nous nous demandons si, après un four semblable, les organisateurs ont encore l'intention de remettre ça. Et qui paie les frais ? Nous sommes fixés une fois pour toute sur la mentalité de ces messieurs, après le vote massif de confiance qui a eu lieu le 16 mars derniers à la Chambre. — Ch. Legry.

Il est à rappeler que presque tous les orateurs parlèrent du fameux procès de Moscou qui n'avait rien à voir avec le but de ce meeting, et lorsque l'on vit le parti S. P. I. O. monter à la tribune, une grande partie de la salle s'en alla. Sur le milieu d'auditeurs, il n'en restait plus que 600 environ. Nous nous demandons si, après un four semblable, les organisateurs ont encore l'intention de remettre ça. Et qui paie les frais ? Nous sommes fixés une fois pour toute sur la mentalité de ces messieurs, après le vote massif de confiance qui a eu lieu le 16 mars derniers à la Chambre. — Ch. Legry.

Il est à rappeler que presque tous les orateurs parlèrent du fameux procès de Moscou qui n'avait rien à voir avec le but de ce meeting, et lorsque l'on vit le parti S. P. I. O. monter à la tribune, une grande partie de la salle s'en alla. Sur le milieu d'auditeurs, il n'en restait plus que 600 environ. Nous nous demandons si, après un four semblable, les organisateurs ont encore l'intention de remettre ça. Et qui paie les frais ? Nous sommes fixés une fois pour toute sur la mentalité de ces messieurs, après le vote massif de confiance qui a eu lieu le 16 mars derniers à la Chambre. — Ch. Legry.

Il est à rappeler que presque tous les orateurs parlèrent du fameux procès de Moscou qui n'avait rien à voir avec le but de ce meeting, et lorsque l'on vit le parti S. P. I. O. monter à la tribune, une grande partie de la salle s'en alla. Sur le milieu d'auditeurs, il n'en restait plus que 600 environ. Nous nous demandons si, après un four semblable, les organisateurs ont encore l'intention de remettre ça. Et qui paie les frais ? Nous sommes fixés une fois pour toute sur la mentalité de ces messieurs, après le vote massif de confiance qui a eu lieu le 16 mars derniers à la Chambre. — Ch. Legry.

Il est à rappeler que presque tous les orateurs parlèrent du fameux procès de Moscou qui n'avait rien à voir avec le but de ce meeting, et lorsque l'on vit le parti S. P. I. O. monter à la tribune, une grande partie de la salle s'en alla. Sur le milieu d'auditeurs, il n'en restait plus que 600 environ. Nous nous demandons si, après un four semblable, les organisateurs ont encore l'intention de remettre ça. Et qui paie les frais ? Nous sommes fixés une fois pour toute sur la mentalité de ces messieurs, après le vote massif de confiance qui a eu lieu le 16 mars derniers à la Chambre. — Ch. Legry.

Il est à rappeler que presque tous les orateurs parlèrent du fameux procès de Moscou qui n'avait rien à voir avec le but de ce meeting, et lorsque l'on vit le parti S. P. I. O. monter à la tribune, une grande partie de la salle s'en alla. Sur le milieu d'auditeurs, il n'en restait plus que 600 environ. Nous nous demandons si, après un four semblable, les organisateurs ont encore l'intention de remettre ça. Et qui paie les frais ? Nous sommes fixés une fois pour toute sur la mentalité de ces messieurs, après le vote massif de confiance qui a eu lieu le 16 mars derniers à la Chambre. — Ch. Legry.

Après les grèves de la métallurgie...

Ceux qui n'acceptent pas la colonisation comprendront-ils qu'ils doivent s'unir?

## La trahison des chefs

par CAM

La semaine dernière, nous disions ici-même que, devant la position de lutte prise par le patronat de la métallurgie, les dirigeants du syndicat des métaux avaient pour devoir de reconstruire leurs revendications. Il nous paraissait, en effet, inadmissible que l'organisation aux deux cent cinquante mille adhérents ne soit capable de défendre l'intérêt supérieur du pays, et sacrifie l'intérêt de ses membres à la défense nationale.

C'était trop demander aux politiciens qui dirigent le syndicat et la Fédération des Métaux. Leurs préoccupations sont d'un autre ordre, et ils ne sauraient s'abaisser à des choses aussi simplistes. Et ils ont préféré laisser battre les ouvriers, que les aider à lutter.

Car, l'*Huma* a beau crier victoire, la réalité est que les métallos ont été battus. Et les conditions dans lesquelles ils ont été battus laissent beaucoup à penser. Sans dire que les dirigeants étaient les agents du gouvernement et du patronat, on peut ESTIMER QU'ILS ONT AGI EXACTEMENT COMME S'ILS AVAIENT EU POUR BUT DE SOUTENIR LES INTERETS DU PATRONAT ET DU GOUVERNEMENT.

Les résultats des journées passées à occuper les usines, sont les suivants : En échange d'une augmentation minime, et d'une convention collective problématique, les ouvriers ont accepté que la semaine de quarante-cinq heures soit considérée comme étant la semaine normale.

Puis, grâce à l'action néfaste des dirigeants syndicaux, la cohésion qui existait dans la métallurgie est brisée. Il n'y a plus de métallurgie. Il y a l'aviation libre ou nationalisée, les moteurs et le reste. Il y a différents groupes qui ont des salaires différents, qui ont des conventions collectives différentes. Et demain peut-être, du fait même que leurs intérêts sont différents, ces différents groupes, au lieu de lutter ensemble contre le patronat, lutteront les uns contre les autres.

C'est ça le travail exécuté par nos dirigeants syndicaux au cours de cette grève. Et ça ne peut pas se qualifier. Comment comprendre l'attitude de ces dirigeants qui, en présence d'un mouvement

tous les syndicats, il va obtenir que le statut légal de la grève soit appliquée par décret du gouvernement. L'action ouvrière en sera rendue d'autant plus difficile, le patronat, lui, n'entendant respecter les sentences rendues que dans la mesure où elles lui conviendront. On vient encore de le voir après les évacuations d'usines par les ouvriers. Malgré la sentence du superarbitre, les patrons n'ont laissé reprendre le travail que selon leur bon plaisir.

Le syndicat des métals était puissant. Les propriétaires qui le dirigent l'ont vidé de toute énergie. Ils ont voulu en faire un lieu de recrutement pour le P.C.F., un réservoir d'électeurs.

Ils ont tendu la main à leurs « frères » des syndicats professionnels et chrétiens, et ils ont ainsi contribué au développement de ces organisations squelettiques. Ils se sont attachés à conquérir les « classes moyennes » et les « collaborateurs » ont presque partout traité leurs camarades ouvriers.

Il faut en prendre son parti. On ne peut à la fois défendre les intérêts de la classe ouvrière et l'intérêt du pays. On ne peut pas travailler pour un parti politique et pour le syndicalisme. On ne peut pas être nationaliste et internationaliste. Les métallos ont été battus parce que leurs dirigeants ont oublié ces simples vérités. Ils ont été battus non par le patronat mais par leur direction syndicale. Ils doivent s'en souvenir et chasser ceux qui les ont conduits à la défaite.

La force syndicale n'est pas entamée. Rien n'est encore perdu, mais il est temps de changer de ligne de conduite. Si les métallos le comprennent, la défaite d'aujourd'hui aura servi à quelque chose.

Le patronat, par contre, enregistre un véritable succès. En plus des quarante-cinq heures hebdomadaires, il va obtenir que le statut légal de la grève soit appliquée par décret du gouvernement. L'action ouvrière en sera rendue d'autant plus difficile, le patronat, lui, n'entendant respecter les sentences rendues que dans la mesure où elles lui conviendront. On vient encore de le voir après les évacuations d'usines par les ouvriers. Malgré la sentence du superarbitre, les patrons n'ont laissé reprendre le travail que selon leur bon plaisir.

C'est ça le travail exécuté par nos dirigeants syndicaux au cours de cette grève. Et ça ne peut pas se qualifier. Comment comprendre l'attitude de ces dirigeants qui, en présence d'un mouvement

tous les syndicats, il va obtenir que le statut légal de la grève soit appliquée par décret du gouvernement. L'action ouvrière en sera rendue d'autant plus difficile, le patronat, lui, n'entendant respecter les sentences rendues que dans la mesure où elles lui conviendront. On vient encore de le voir après les évacuations d'usines par les ouvriers. Malgré la sentence du superarbitre, les patrons n'ont laissé reprendre le travail que selon leur bon plaisir.

C'est ça le travail exécuté par nos dirigeants syndicaux au cours de cette grève. Et ça ne peut pas se qualifier. Comment comprendre l'attitude de ces dirigeants qui, en présence d'un mouvement

tous les syndicats, il va obtenir que le statut légal de la grève soit appliquée par décret du gouvernement. L'action ouvrière en sera rendue d'autant plus difficile, le patronat, lui, n'entendant respecter les sentences rendues que dans la mesure où elles lui conviendront. On vient encore de le voir après les évacuations d'usines par les ouvriers. Malgré la sentence du superarbitre, les patrons n'ont laissé reprendre le travail que selon leur bon plaisir.

C'est ça le travail exécuté par nos dirigeants syndicaux au cours de cette grève. Et ça ne peut pas se qualifier. Comment comprendre l'attitude de ces dirigeants qui, en présence d'un mouvement

tous les syndicats, il va obtenir que le statut légal de la grève soit appliquée par décret du gouvernement. L'action ouvrière en sera rendue d'autant plus difficile, le patronat, lui, n'entendant respecter les sentences rendues que dans la mesure où elles lui conviendront. On vient encore de le voir après les évacuations d'usines par les ouvriers. Malgré la sentence du superarbitre, les patrons n'ont laissé reprendre le travail que selon leur bon plaisir.

C'est ça le travail exécuté par nos dirigeants syndicaux au cours de cette grève. Et ça ne peut pas se qualifier. Comment comprendre l'attitude de ces dirigeants qui, en présence d'un mouvement

tous les syndicats, il va obtenir que le statut légal de la grève soit appliquée par décret du gouvernement. L'action ouvrière en sera rendue d'autant plus difficile, le patronat, lui, n'entendant respecter les sentences rendues que dans la mesure où elles lui conviendront. On vient encore de le voir après les évacuations d'usines par les ouvriers. Malgré la sentence du superarbitre, les patrons n'ont laissé reprendre le travail que selon leur bon plaisir.

C'est ça le travail exécuté par nos dirigeants syndicaux au cours de cette grève. Et ça ne peut pas se qualifier. Comment comprendre l'attitude de ces dirigeants qui, en présence d'un mouvement

tous les syndicats, il va obtenir que le statut légal de la grève soit appliquée par décret du gouvernement. L'action ouvrière en sera rendue d'autant plus difficile, le patronat, lui, n'entendant respecter les sentences rendues que dans la mesure où elles lui conviendront. On vient encore de le voir après les évacuations d'usines par les ouvriers. Malgré la sentence du superarbitre, les patrons n'ont laissé reprendre le travail que selon leur bon plaisir.

C'est ça le travail exécuté par nos dirigeants syndicaux au cours de cette grève. Et ça ne peut pas se qualifier. Comment comprendre l'attitude de ces dirigeants qui, en présence d'un mouvement

tous les syndicats, il va obtenir que le statut légal de la grève soit appliquée par décret du gouvernement. L'action ouvrière en sera rendue d'autant plus difficile, le patronat, lui, n'entendant respecter les sentences rendues que dans la mesure où elles lui conviendront. On vient encore de le voir après les évacuations d'usines par les ouvriers. Malgré la sentence du superarbitre, les patrons n'ont laissé reprendre le travail que selon leur bon plaisir.

C'est ça le travail exécuté par nos dirigeants syndicaux au cours de cette grève. Et ça ne peut pas se qualifier. Comment comprendre l'attitude de ces dirigeants qui, en présence d'un mouvement

tous les syndicats, il va obtenir que le statut légal de la grève soit appliquée par décret du gouvernement. L'action ouvrière en sera rendue d'autant plus difficile, le patronat, lui, n'entendant respecter les sentences rendues que dans la mesure où elles lui conviendront. On vient encore de le voir après les évacuations d'usines par les ouvriers. Malgré la sentence du superarbitre, les patrons n'ont laissé reprendre le travail que selon leur bon plaisir.

C'est ça le travail exécuté par nos dirigeants syndicaux au cours de cette grève. Et ça ne peut pas se qualifier. Comment comprendre l'attitude de ces dirigeants qui, en présence d'un mouvement

tous les syndicats, il va obtenir que le statut légal de la grève soit appliquée par décret du gouvernement. L'action ouvrière en sera rendue d'autant plus difficile, le patronat, lui, n'entendant respecter les sentences rendues que dans la mesure où elles lui conviendront. On vient encore de le voir après les évacuations d'usines par les ouvriers. Malgré la sentence du superarbitre, les patrons n'ont laissé reprendre le travail que selon leur bon plaisir.

C'est ça le travail exécuté par nos dirigeants syndicaux au cours de cette grève. Et ça ne peut pas se qualifier. Comment comprendre l'attitude de ces dirigeants qui, en présence d'un mouvement

tous les syndicats, il va obtenir que le statut légal de la grève soit appliquée par décret du gouvernement. L'action ouvrière en sera rendue d'autant plus difficile, le patronat, lui, n'entendant respecter les sentences rendues que dans la mesure où elles lui conviendront. On vient encore de le voir après les évacuations d'usines par les ouvriers. Malgré la sentence du superarbitre, les patrons n'ont laissé reprendre le travail que selon leur bon plaisir.

C'est ça le travail exécuté par nos dirigeants syndicaux au cours de cette grève. Et ça ne peut pas se qualifier. Comment comprendre l'attitude de ces dirigeants qui, en présence d'un mouvement

tous les syndicats, il va obtenir que le statut légal de la grève soit appliquée par décret du gouvernement. L'action ouvrière en sera rendue d'autant plus difficile, le patronat, lui, n'entendant respecter les sentences rendues que dans la mesure où elles lui conviendront. On vient encore de le voir après les évacuations d'usines par les ouvriers. Malgré la sentence du superarbitre, les patrons n'ont laissé reprendre le travail que selon leur bon plaisir.

C'est ça le travail exécuté par nos dirigeants syndicaux au cours de cette grève. Et ça ne peut pas se qualifier. Comment comprendre l'attitude de ces dirigeants qui, en présence d'un mouvement

tous les syndicats, il va obtenir que le statut légal de la grève soit appliquée par décret du gouvernement. L'action ouvrière en sera rendue d'autant plus difficile, le patronat, lui, n'entendant respecter les sentences rendues que dans la mesure où elles lui conviendront. On vient encore de le voir après les évacuations d'usines par les ouvriers. Malgré la sentence du superarbitre, les patrons n'ont laissé reprendre le travail que selon leur bon plaisir.

C'est ça le travail exécuté par nos dirigeants syndicaux au cours de cette grève. Et ça ne peut pas se qualifier. Comment comprendre l'attitude de ces dirigeants qui, en présence d'un mouvement

tous les syndicats, il va obtenir que le statut légal de la grève soit appliquée par décret du gouvernement. L'action ouvrière en sera rendue d'autant plus difficile, le patronat, lui, n'entendant respecter les sentences rendues que dans la mesure où elles lui conviendront. On vient encore de le voir après les évacuations d'usines par les ouvriers. Malgré la sentence du superarbitre, les patrons n'ont laissé reprendre le travail que selon leur bon plaisir.

C'est ça le travail exécuté par nos dirigeants syndicaux au cours de cette grève. Et ça ne peut pas se qualifier. Comment comprendre l'attitude de ces dirigeants qui, en présence d'un mouvement

tous les syndicats, il va obtenir que le statut légal de la grève soit appliquée par décret du gouvernement. L'action ouvrière en sera rendue d'autant plus difficile, le patronat, lui, n'entendant respecter les sentences rendues que dans la mesure où elles lui conviendront. On vient encore de le voir après les évacuations d'usines par les ouvriers. Malgré la sentence du superarbitre, les patrons n'ont laissé reprendre le travail que selon leur bon plaisir.

C'est ça le travail exécuté par nos dirigeants syndicaux au cours de cette grève. Et ça ne peut pas se qualifier. Comment comprendre l'attitude de ces dirigeants qui, en présence d'un mouvement

tous les syndicats, il va obtenir que le statut légal de la grève soit appliquée par décret du gouvernement. L'action ouvrière en sera rendue d'autant plus difficile, le patronat, lui, n'entendant respecter les sentences rendues que dans la mesure où elles lui conviendront. On vient encore de le voir après les évacuations d'usines par les ouvriers. Malgré la sentence du superarbitre, les patrons n'ont laissé reprendre le travail que selon leur bon plaisir.

C'est ça le travail exécuté par nos dirigeants syndicaux au cours de cette grève. Et ça ne peut pas se qualifier. Comment comprendre l'attitude de ces dirigeants qui, en présence d'un mouvement

tous les syndicats, il va obtenir que le statut légal de la grève soit appliquée par décret du gouvernement. L'action ouvrière en sera rendue d'autant plus difficile, le patronat, lui, n'entendant respecter les sentences rendues que dans la mesure où elles lui conviendront. On vient encore de le voir après les évacuations d'usines par les ouvriers. Malgré la sentence du superarbitre, les patrons n'ont laissé reprendre le travail que selon leur bon plaisir.

C'est ça le travail exécuté par nos dirigeants syndicaux au cours de cette grève. Et ça ne peut pas se qualifier. Comment comprendre l'attitude de ces dirigeants qui, en présence d'un mouvement

tous les syndicats, il va obtenir que le statut légal de la grève soit appliquée par décret du gouvernement. L'action ouvrière en sera rendue d'autant plus difficile, le patronat, lui, n'entendant respecter les sentences rendues que dans la mesure où elles lui conviendront. On vient encore de le voir après les évacuations d'usines par les ouvriers. Malgré la sentence du superarbitre, les patrons n'ont laissé reprendre le travail que selon leur bon plaisir.

C'est ça le travail exécuté par nos dirigeants syndicaux au cours de cette grève. Et ça ne peut pas se qualifier. Comment comprendre l'attitude de ces dirigeants qui, en présence d'un mouvement

tous les syndicats, il va obtenir que le statut légal de la grève soit appliquée par décret du gouvernement. L'action ouvrière en sera rendue d'autant plus difficile, le patronat, lui, n'entendant respecter les sentences rendues que dans la mesure où elles lui conviendront. On vient encore de le voir après les évacuations d'usines par les ouvriers. Malgré la sentence du superarbitre, les patrons n'ont laissé reprendre le travail que selon leur bon plaisir.

C'est ça le travail exécuté par nos dirigeants syndicaux au cours de cette grève. Et ça ne peut pas se qualifier. Comment comprendre l'attitude de ces dirigeants qui, en présence d'un mouvement

tous les syndicats, il va obtenir que le statut légal de la grève soit appliquée par décret du gouvernement. L'action ouvrière en sera rendue d'autant plus difficile, le patronat, lui, n'entendant respecter les sentences rendues que dans la mesure où elles lui conviendront. On vient encore de le voir après les évacuations d'usines par les ouvriers. Malgré la sentence du superarbitre, les patrons n'ont laissé reprendre le travail que selon leur bon plaisir.

C'est ça le travail exécuté par nos dirigeants syndicaux au cours de cette grève. Et ça ne peut pas se qualifier. Comment comprendre l'attitude de ces dirigeants qui, en présence d'un mouvement

tous les syndicats, il va obtenir que le statut légal de la grève soit appliquée par décret du gouvernement. L'action ouvrière en sera rendue d'autant plus difficile, le patronat, lui, n'entendant respecter les sentences rendues que dans la mesure où elles lui conviendront. On vient encore de le voir après les évacuations d'usines par les ouvriers. Malgré la sentence du superarbitre, les patrons n'ont laissé reprendre le travail que selon leur bon plaisir.

C'est ça le travail exécuté par nos dirigeants syndicaux au cours de cette grève. Et ça ne peut pas se qualifier. Comment comprendre l'attitude de ces dirigeants qui, en présence d'un mouvement

tous les syndicats, il va obtenir que le statut légal de la grève soit appliquée par décret du gouvernement. L'action ouvrière en sera rendue d'autant plus difficile, le patronat, lui, n'entendant respecter les sentences rendues que dans la mesure où elles lui conviendront. On vient encore de le voir après les évacuations d'usines par les ouvriers. Malgré la sentence du superarbitre, les patrons n'ont laissé reprendre le travail que selon leur bon plaisir.

C'est ça le travail exécuté par nos dirigeants syndicaux au cours de cette grève. Et ça ne peut pas se qualifier. Comment comprendre l'attitude de ces dirigeants qui, en présence d'un mouvement

tous les syndicats, il va obtenir que le statut légal de la grève soit appliquée par décret du gouvernement. L'action ouvrière en sera rendue d'autant plus difficile, le patronat, lui, n'entendant respecter les sentences rendues que dans la mesure où elles lui conviendront. On vient encore de le voir après les évacuations d'usines par les ouvriers. Malgré la sentence du superarbitre, les patrons n'ont laissé reprendre le travail que selon leur bon plaisir.

C'est ça le travail exécuté par nos dirigeants syndicaux au cours de cette grève. Et ça ne peut pas se qualifier. Comment comprendre l'attitude de ces dirigeants qui, en présence d'un mouvement

tous les syndicats, il va obtenir que le statut légal de la grève soit appliquée par décret du gouvernement. L'action ouvrière en sera rendue d'autant plus difficile, le patronat, lui, n'entendant respecter les sentences rendues que dans la mesure où elles lui conviendront. On vient encore de le voir après les évacuations d'usines par les ouvriers. Malgré la sentence du superarbitre, les patrons n'ont laissé reprendre le travail que selon leur bon plaisir.

C'est ça le travail exécuté par nos dirigeants syndicaux au cours de cette grève. Et ça ne peut pas se qualifier. Comment comprendre l'attitude de ces dirigeants qui, en présence d'un mouvement

tous les syndicats, il va obtenir que le statut légal de la grève soit appliquée par décret du gouvernement. L'action ouvrière en sera rendue d'autant plus difficile, le patronat, lui, n'entendant respecter les sentences rendues que dans la mesure où elles lui conviendront. On vient encore de le voir après les évacuations d'usines par les ouvriers. Malgré la sentence du superarbitre, les patrons n'ont laissé reprendre le travail que selon leur bon plaisir.

C'est ça le travail exécuté par nos dirigeants syndicaux au cours de cette grève. Et ça ne peut pas se qualifier. Comment comprendre l'attitude de ces dirigeants qui, en présence d'un mouvement

tous les syndicats, il va obtenir que le statut légal de la grève soit appliquée par décret du gouvernement. L'action ouvrière en sera rendue d'autant plus difficile, le patronat, lui, n'entendant respecter les sentences rendues que dans la mesure où elles lui conviendront. On vient encore de le voir après les évacuations d'usines par les ouvriers. Malgré la sentence du superarbitre, les patrons n'ont laissé reprendre le travail que selon leur bon plaisir.

C'est ça le travail exécuté par nos dirigeants syndicaux au cours de cette grève. Et ça ne peut pas se qualifier. Comment comprendre l'attitude de ces dirigeants qui, en présence d'un mouvement